



Compte rendu d'exécution de la programmation
quadriennale 2019-2022 de l'Organisation internationale de la
Francophonie

Addendum 2020

1^{ER} JUILLET 2020 – 31 DÉCEMBRE 2020

Direction de la programmation et de l'évaluation (DPE)

Version du 22 avril 2021



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	5
1.1. Objectifs et méthodologie.....	5
1.2. Adaptation COVID-19 et principaux enseignements	6
1.3. La période en un coup d'œil.....	9
2. RÉALISATIONS PAR THÉMATIQUE.....	15
2.1. Langue et culture	15
2.2. Paix, démocratie et vivre ensemble	20
2.3. Éducation et formation	28
2.4. Économie et Numérique.....	34
2.5. Développement durable	38
2.6. Transversalité Égalité Femme-Homme, Jeunesse et Société civile.....	41
2.6.1. Égalité Femme-Homme	41
2.6.2. Jeunesse	45
2.6.3. Jeux de la Francophonie.....	48
2.6.4. Société civile	49
2.6.5. Numérique.....	49
2.7. Rayonnement et influence	51
3. PERSPECTIVES	55
4. ANNEXES.....	57
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	64



INTRODUCTION



1. INTRODUCTION

Le présent rapport est complémentaire au deuxième compte rendu d'exécution du cycle quadriennal 2019-2022, couvrant la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, présenté lors de la 162^e réunion de la Commission de coopération et de programmation (CCP) en octobre 2020. Cet addenda couvre la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020, il répond à la demande de la CCP de fournir un compte rendu d'exécution s'alignant sur l'année civile en adéquation avec les cycles de planification opérationnelle et d'exécution budgétaire. Son élaboration s'inscrit dans la dynamique du renforcement de la gestion axée sur les résultats (GAR) qui permet d'avoir des informations et des données nécessaires au pilotage stratégique des programmes et à la reddition de comptes.

La partie introductive du présent compte-rendu met en exergue les principaux résultats avec un accent mis sur les projets phares ainsi que les adaptations stratégiques qui ont structurées la mise en œuvre des actions. Les réalisations les plus significatives de chaque projet sont décrites dans une deuxième partie. La troisième partie conclusive présente les perspectives pour la suite de la mise en œuvre de la programmation.

1.1. OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Le compte rendu d'exécution constitue est l'un des principaux outils de reddition de compte de la programmation de l'OIF. Il a pour objectif de rendre compte fidèlement et de manière transparente de la mise en œuvre de actions de coopération, mais aussi de renforcer le pilotage stratégique des programmes, en disposant de données factuelles, à la fois qualitatives et quantitatives, sur la performance des projets.

Les données factuelles et analytiques rassemblées au cours du processus d'élaboration de ce rapport sont le fruit d'une approche participative et itérative coordonnée par la Direction de la programmation et de l'évaluation (DPE) avec les unités de programmes, les Représentations extérieures, les services concernés et la Direction de l'Administration et des finances (DAF). Les contributions des Représentations extérieures (RE) au titre de la contribution à la programmation, des actions de rayonnement et d'influence ont été coordonnées et consolidées par le Service des représentations extérieures (SRE).

Au niveau de la DPE, la méthodologie d'élaboration a été renforcée afin de mieux refléter les résultats et de mieux apprécier l'impact des actions. Les outils de collecte des données de suivi-évaluation ont été améliorés et recentrés sur les réalisations significatives grâce notamment à la mise en place d'un système d'indicateurs harmonisés. La focalisation de ce système d'indicateurs au niveau des résultats de premier niveau a permis une bonne agrégation des données. Les fiches de collecte sur les réalisations ont facilité la capitalisation des leçons apprises et des mesures d'adaptation dont a fait preuve l'OIF notamment en ce contexte sanitaire difficile. Le format et la structure ont également été améliorés suivant les attentes des instances de bénéficiaire d'une reddition plus stratégique, claire et simplifiée. Dans ce contexte, le nouveau format du compte-rendu s'appuie

d'avantage sur les résultats les plus significatifs et consolidés. Considérant la logique de resserrement en cours et de la généralisation de l'approche des projets phares, la présentation s'articule autour des grandes thématiques d'intervention de l'Organisation.

Cette méthodologie amorce pour l'OIF un nouveau cycle de reddition programmatique permettant de proposer un compte rendu sur une base annuelle, aligné sur le principe d'annualité budgétaire. Outre le fait qu'elle facilite un contrôle efficace et une vision claire du budget sur une période bien définie (1er janvier au 31 décembre), elle permet d'établir une analyse corrélée entre les dépenses et les résultats de programmation. L'exigence de cet alignement programmatique et budgétaire a guidé la nécessité de produire ce rapport transitoire qui marque le passage de la logique de programme à la généralisation des projets phares.

1.2. ADAPTATION COVID-19 ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Face à une crise sanitaire sans précédent, notre Organisation a démontré une forte capacité d'adaptation et a fait preuve d'agilité afin de poursuivre ses activités et répondre aux besoins des populations de l'espace francophone. En effet, les équipes projet ont révisé leurs modes de travail, se sont approprié des outils numériques tant pour faciliter le partage d'informations que pour renforcer les synergies entre les acteurs du terrain et les bénéficiaires de leurs interventions et innover en proposant de nouvelles pistes d'actions.

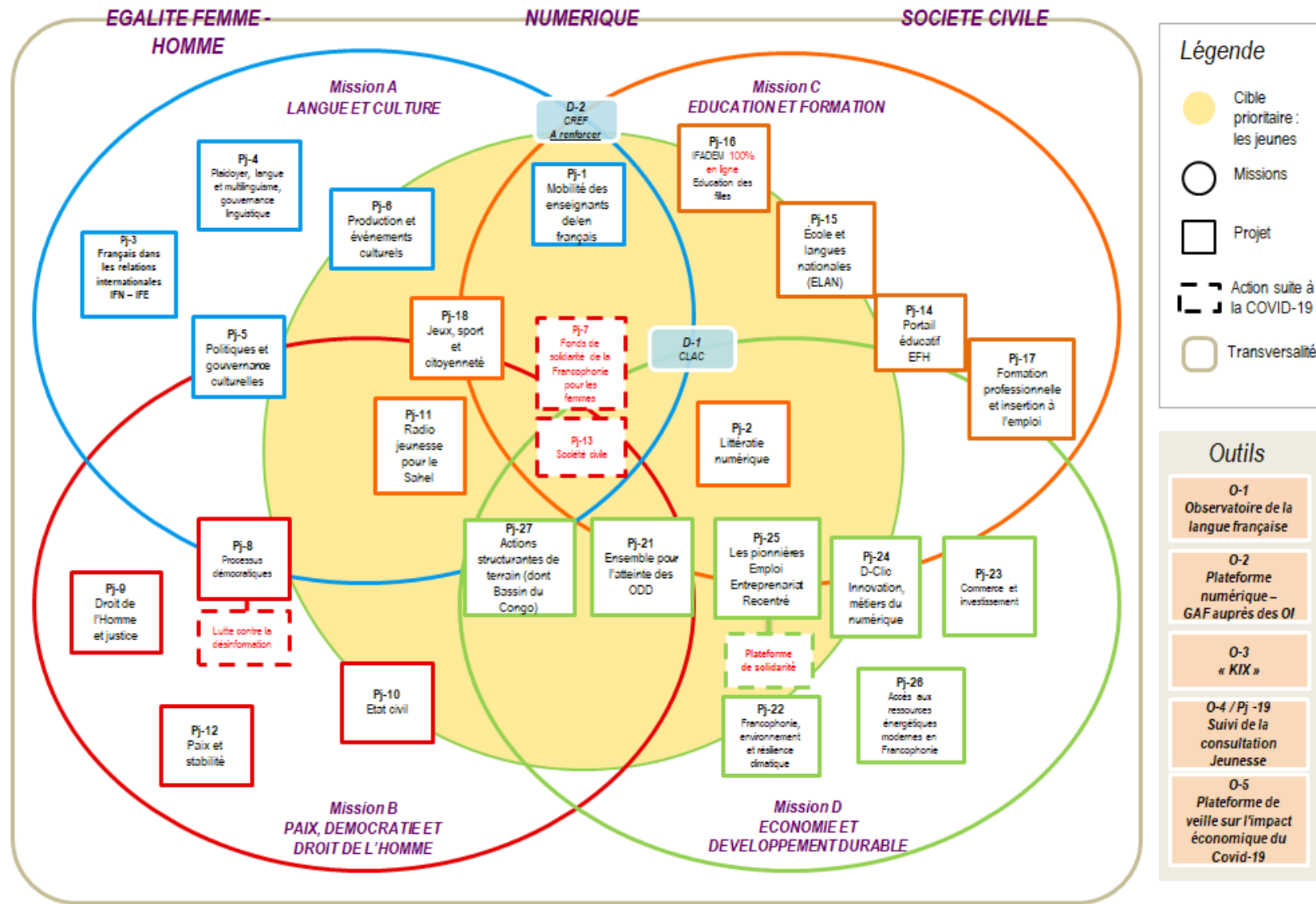
L'OIF est une organisation tournée vers l'avenir, elle s'est mobilisée pendant la crise et a su se réinventer tout en assurant la continuité des travaux. La solidarité chère à la Francophonie est aujourd'hui, plus encore, d'actualité et se reflète dans les projets en cours et à venir
Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale.

À la suite des mesures d'adaptation prises par l'OIF dès le démarrage de la crise sanitaire et grâce à sa réactivité, l'OIF a pu assurer la continuité de ses activités et maintenir un haut niveau d'intervention, avec des initiatives ajustées pour soutenir les secteurs ou des publics cibles fragilisés ou menacés. Le lancement en juillet dernier par la Secrétaire générale du fonds « La Francophonie avec Elles » en est la parfaite illustration.

Les enseignements tirés au cours de ce second semestre sont multiples. Le recentrage et la concentration des ressources de l'OIF vers des domaines sur lesquels l'OIF a une forte valeur ajoutée ont permis d'atteindre, plus rapidement, un plus grand nombre de bénéficiaires. Ensuite, l'adaptation rapide des modes d'intervention de l'OIF compte tenu du contexte sanitaire a permis d'assurer la poursuite de la majeure partie des activités planifiées, sans rompre le lien avec les partenaires et bénéficiaires de celles-ci. Enfin, l'Organisation a su faire preuve d'innovation en développant des projets répondant aux enjeux soulevés par la crise sanitaire, avec par exemple le Fonds « Francophonie avec Elles », D-CLIC ou encore IFADEM 100 % en ligne.

Durant le dernier semestre 2020, la consolidation de la structure programmatique autour des projets phares s'est renforcée. Les leçons apprises de cette expérience montrent que cette approche permet d'améliorer la visibilité des actions de l'OIF et d'obtenir des résultats tangibles. Fort du soutien des États et gouvernements exprimé à la Secrétaire générale lors de la 37e CMF, sur ces initiatives et projets phares recentrés autour de la plus-value et des priorités de la Francophonie, l'OIF entend généraliser cette approche à toute la programmation au cours de 2021.

MATRICE DE PROGRAMMATION RECENTREE ET TRANSVERSALE



1.3. LA PÉRIODE EN UN COUP D'ŒIL

Les principaux résultats en quelques chiffres sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020

PORTÉE DES ACTIONS ET BÉNÉFICIAIRES

Les actions de l'OIF déployées à travers tout l'espace géographique apportent, en priorité, une contribution significative à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones

25

Projets en cours

Plus de

684 900

Personnes ont été touchées

795

Structures ont bénéficié d'un appui financier de l'OIF

11 Millions € en faveur d'initiatives directement mises en œuvre par les acteurs de terrain

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS

Les appuis de l'OIF permettent de renforcer les compétences des pays, des acteurs institutionnels et des organisations de la société civile à travers le transfert de connaissances et/ou d'expertise ; le développement et le partage d'outils et de bonnes pratiques

173

Sessions de formations en ligne et présentiel ont été offertes

193 000

personnes formées

Près de 50

Actions de sensibilisation et de plaidoyer appuyées/menées

342 000

personnes sensibilisées

20 publications parues

50 outils développés et partagés

52 Événements, célébrations et prix soutenus

PORTEFEUILLE DE LA PROGRAMMATION



L'OIF a consacré un budget de **27,6 millions €** aux actions de programmation durant l'année 2020, dont **13,8 millions €** sur le deuxième semestre (de juillet à décembre 2020).

795 Protocoles d'accord de subvention étaient en vigueur en 2020

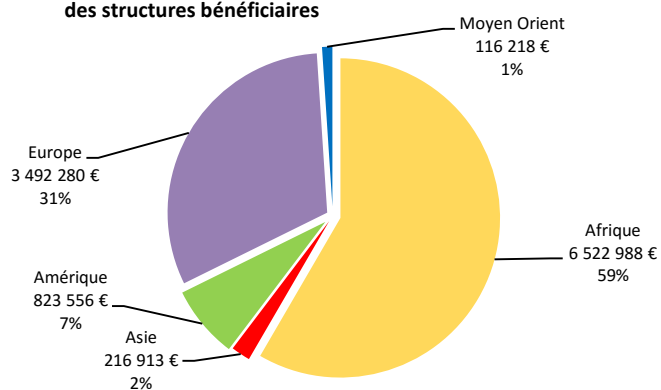
soit **11 171 954 €** de financement en faveur des acteurs de terrain.

La majorité du financement est destinée aux structures originaires des pays en développement (Afrique : 59%).

Une partie substantielle

bénéficie également aux structures du Nord (Europe : 31% et Amérique : 7%). Cependant, les actions développées par ces structures bénéficient également aux pays du Sud.

Répartition des montants alloués selon l'origine géographique des structures bénéficiaires



EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2020

La lecture des données sur l'exécution budgétaire et des analyses qui s'ensuivent sont étroitement corrélée aux impacts de la crise sanitaire sur la mise en œuvre de la programmation quadriennale tout entière et plus particulièrement la planification 2020.

En effet, dès la 160e réunion de la CCP le 15 mai 2020, la démarche d'identification des différents projets et activités de la planification selon trois catégories a été présentée aux membres de la CCP :

- Les actions assurées d'être réalisées sans changement dans le contexte de la crise ;
- Les actions en mesure d'être réalisées en partie ou en totalité sous réserve d'adaptations dans les modalités de mise en œuvre ;
- Les actions susceptibles d'être reportées ou annulées.

Cette démarche agile a permis de revoir les modalités de mise en œuvre des activités impactées afin qu'elles puissent s'adapter à la situation sanitaire. L'OIF a pu ainsi, en partie, maintenir des actions d'envergure au regard du contexte de la crise sanitaire en favorisant le recours aux rencontres virtuelles, aux appuis et accompagnements à distance et aux

formations en ligne. Les économies réalisées à partir de l'adaptation des modes d'intervention et de l'annulation d'un certain nombre d'activités à l'instar des événements et des rencontres a permis d'accroître l'efficacité des actions programmatiques.

Le budget non utilisé sur l'exercice 2020 ayant fait l'objet par les instances d'une autorisation de report sur l'exercice 2021 permettra la continuité des projets phares. Le montant de ces reports se répartit comme suit :

- Crédits de programmation : 5,2 millions d'euros ;
- Crédits non utilisés du CIJF : 0,78 millions d'euros et Fonds « La Francophonie avec Elles » : 0,50 millions d'euros.

Le taux d'exécution brut calculé à partir du budget alloué en 2020 est de 63 %. En revanche, les ajustements réalisés en déduction des montants reportés donnent un taux d'exécution budgétaire ajusté en 2020 de 84 %.

Tableau d'exécution budgétaire

	Budget alloué (année 2020)	Taux d'engagement budgétaire (année 2020)	Engagement budgétaire (année 2020)	Taux d'exécution budgétaire (année 2020)	Exécution budgétaire (1 ^{er} juillet — 31 décembre 2020)	Taux exécution budgétaire (1 ^{er} juillet — 31 décembre 2020)
Mission A : Langue française, diversité culturelle et linguistique	6 025 575 €	93%	5 575 432 €	88 %	4 251 934 €	72 %
Mission B : Paix, démocratie et droits de l'Homme	8 661 836 €	68%	5 917 991 €	64 %	4 630 536 €	49 %
Mission C : Éducation, formation, enseignement supérieur et recherche	6 541 832 €	53%	3 488 213 €	48 %	2 219 413 €	38 %
Mission D : Développement durable, économie et solidarité	6 330 242 €	62%	3 931 291 €	52 %	2 664 564 €	33 %
Total	27 559 485 €	69%	18 912 927 €	63 %	13 766 447 €	48 %

Coup de projecteur sur les projets phares

La Francophonie avec Elles	<p>59 initiatives soutenues dans 20 pays 2007 femmes formées 142 AGR créées ou renforcées 3 611 femmes renforcées dans leurs connaissances en matière de santé 1 387 femmes sensibilisées à l'usage du numérique</p> <p>Lancement de la 2^e édition en mars 2021</p>
État civil	<p>Niger : 7 353 actes d'état civil délivrés dont 89 % ont été fournis à des enfants de moins de 18 ans, 57 % à de jeunes filles</p> <p>Cameroun : 197 bénéficiaires des classes foraines/formations, dont 44 % de femmes.</p> <p>Un ouvrage-rapport sur la situation de l'état civil au Sud-Cameroun a été élaboré</p> <p>Extension du projet au Tchad et à Madagascar</p>
 Radio Jeunesse Sahel	<p>5 pays couverts par la radio (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) 3 partenaires institutionnels (G5 Sahel, UE, APF) 2 000 000 € mobilisés auprès de l'UE Feuille de route G5/OIF pour l'opérationnalisation du Projet adopté 17 jeunes (dont 9 femmes), constitués en Comité consultatif de la Radio</p> <p>Déploiement de la radio et lancement en 2021</p>
 Portail éducatif EFH	<p>RELIEFH permet aux enseignants et aux personnels d'encadrement pédagogique un accès à des ressources sur l'EFH.</p> <p>22 pays participent au partage de bonnes pratiques et ressources pédagogiques.</p> <p>La plateforme enregistre en moyenne 300 visiteurs par jour</p> <p>Lancement officiel de la plateforme en février 2021 www.reliefh.francophonie.org</p>

Mobilité des enseignants

Dans le cadre de la phase pilote, les enseignants de et en français du projet de mobilité ont atteint **près de 8 000 élèves et enseignants rwandais**.

Extension du projet à Madagascar, Ghana et Guinée

D-Clic



D-Clic a pour objectif d'accompagner le renforcement des compétences numériques des populations francophones afin de répondre aux évolutions rapides des marchés économiques et du monde du travail et d'améliorer l'employabilité, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Une classification des métiers du numérique et d'une cartographie des opérateurs de formation en Francophonie a été menée en collaboration avec l'IFEF.

Phase pilote du projet D-Clic 2020-2021

Les Pionnières de l'entrepreneuriat francophone

« Pionnières » est un projet destiné aux entreprises francophones en croissance qui souhaitent lever des fonds et opérant dans l'un des secteurs stratégiques de la Francophonie : numérique et technologique, agro- industrie, industries culturelles et créatives, développement durable (énergies renouvelables, etc.)

13 pays sont concernés par la phase 1 du projet : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Liban, Mali, Maroc, Niger, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tunisie, Sénégal, Vietnam.

Lancement du 1^{er} appel à candidatures en avril 2021

RÉALISATIONS

2. RÉALISATIONS PAR THÉMATIQUE

2.1. LANGUE ET CULTURE

EN QUELQUES CHIFFRES

+ 20 actions de sensibilisation ou événements soutenus

Près de **8 000 heures** de formation offertes (tout confondu en ligne, présentiel ou hybride)

241 CLAC soutenus par l'OIF, 17 pays partenaires

+ 5 000 personnes ont eu accès à une formation au français professionnel

dont **1 440** diplomates et fonctionnaires formés pour contribuer à renforcer l'usage du français sur la scène internationale

Près de **8 000** élèves et enseignants, des établissements rwandais partenaires, bénéficient du projet de mobilité des enseignants de et en français

Au cours du second semestre de 2020, les projets de la Mission A « Langue française, diversité culturelle et linguistique » ont poursuivi leur contribution à :

Soutenir le français dans les relations internationales

Le projet « Le français dans les relations internationales » a accompagné les Organisations internationales et régionales (CUA, COI, CPS, CIJ, SADC, CPI, CEDEAO) à cibler leurs besoins afin de renforcer les compétences en français de leurs agents. L'OIF a soutenu la production de deux modules de formation au français juridique au service des fonctionnaires de la CPI et des formateurs en français. En collaboration avec les Nations unies, la Commission européenne, l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs (ESIT), et le Réseau francophone des traducteurs et interprètes de conférences (REFTIC), l'OIF a offert une formation d'excellence en ligne « d'interprétation à distance en contexte de crise sanitaire ».

Sur l'ensemble de l'année 2020, 15 initiatives francophones nationales et d'établissement (IFN/IFE) ont mis en œuvre des actions de formations réparties dans 15 pays dont la Croatie qui a assuré la présidence tournante de l'Union

*1440 fonctionnaires, diplomates et journalistes accrédités formés au français.
Focus auprès de la RPUE, 86 % de réussite aux évaluations finales tous niveaux confondus (A1 à C1)*

européenne en 2020 et la Slovénie qui aura ce rôle au second semestre de 2021. La situation sanitaire liée à la COVID-19 a accéléré la bascule vers le format numérique des formations linguistiques et thématiques des fonctionnaires et diplomates utilisant comme ressources numériques « Parcours digital, objectifs diplomatie 1, le français des relations internationales et européennes » ou encore celles créées en partenariat avec TV5 Monde¹.

L'OIF, les GAF de New York, de Bruxelles, d'Addis Abeba et de Genève se sont mobilisés en faveur du multilinguisme et des enjeux de la traduction dans les instances internationales et régionales pour rappeler et sensibiliser l'importance (i) d'une communication publique multilingue lors des événements de portée mondiale organisés par le bureau du Président de l'Assemblée générale. Ils ont souligné le rôle central du multilinguisme, pierre angulaire du multilatéralisme, et l'importance de refléter une vision plurielle du monde ; (ii) l'importance de relever les défis et obstacles à la mise en œuvre complète du multilinguisme en temps de COVID-19 et de crise financière.

La mobilité des enseignants de/en français

Le projet de mobilité des enseignants de et en français cible des jeunes de moins de 40 ans, ayant une expérience significative dans l'enseignement, l'interculturel et la didactique des langues étrangères.

En juin 2020, près de 1300 candidats ont postulé pour participer au projet de mobilité des enseignants de et en français au Rwanda. Au final, 25 professionnels ayant le profil d'enseignant/formateur de français langue étrangère ont été sélectionnés par un comité mixte OIF/Rwanda et déployés en octobre 2020 au sein de 22 établissements primaires et secondaires du pays dont 16 ayant vocation à former de futurs enseignants. L'AFD a offert son partenariat technique et financier au projet de mobilité pour initier un diagnostic sur la place du français au Rwanda et accompagner le pays dans l'élaboration d'un plan national pour l'enseignement du français.

Près de 8 000 élèves et enseignants, des établissements rwandais partenaires, bénéficient du projet de mobilité des enseignants de et en français.

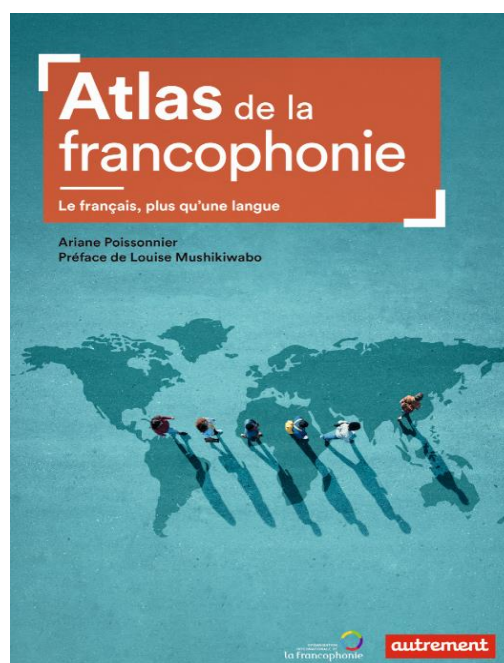
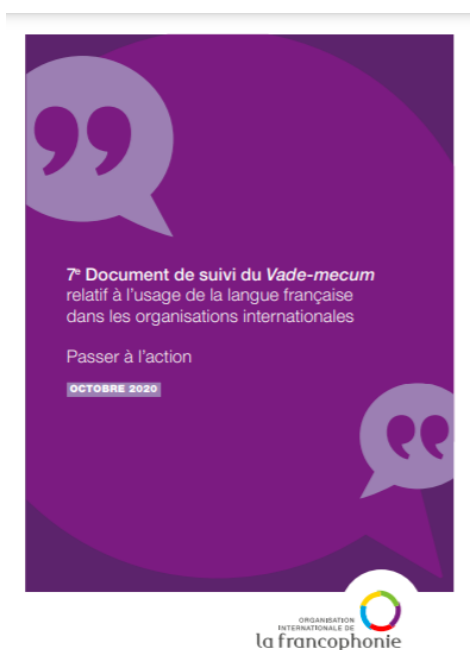
En partenariat avec TV5 monde, une capsule « destination francophonie au Rwanda » illustre l'initiative sur le terrain, <https://www.tv5monde.com/emissions/episode/destination-francophonie-destination-rwanda-3>. Trois autres pays, Madagascar, le Ghana et la Guinée-Conakry ont manifesté leur intérêt pour bénéficier de la mobilité d'enseignants de et en français.

L'OIF a apporté son concours financier à la FIPF pour soutenir la célébration de la journée internationale du professeur de français (JIPF) le 26 novembre 2020 ainsi que 9 projets sur le thème « **des moyens requis afin d'encourager les jeunes à opter pour le métier d'enseignants de français** » dans le cadre des initiatives nationales et régionales.

¹ Pour consulter ces ressources, suivez ce lien : <https://enseigner.tv5monde.com/fiches-pedagogiques-file/diplomates>

L'accès aux savoirs, aux contenus et à l'information en langue française

Quatre publications majeures ont été produites et diffusées par l'Observatoire de la langue française sous format papier ou électronique, (i) 7^e Document de suivi du **Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales**² présenté lors de la 37^e Conférence ministérielle de la Francophonie, (ii) **l'État des lieux de la découvrabilité des contenus culturels francophones en ligne** complété par un site Internet³, (iii) **l'Atlas de la Francophonie aux éditions Autrement**, ainsi que (iv) **le dossier spécial « Francophonie »** de la revue *Historia*, parue à l'occasion du Cinquantenaire.



L'appui à la gouvernance culturelle et linguistique

L'OIF a poursuivi son engagement en faveur des politiques culturelles par la consolidation du projet phare de **Baromètre de la gouvernance culturelle en Afrique**, instrument de mesure et de suivi au service des politiques culturelles publiques dans les pays intéressés en lien avec l'Union Africaine.

Elle a apporté au niveau national son soutien aux pays partenaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant le développement et la structuration des filières

² https://www.francophonie.org/sites/default/files/2021-01/7%C3%A8me-document-de-suivi_vademecum_OIF-Octobre-2020_VF.pdf

³ <https://www.decouvrabilite-francophonie.net>

d'industries culturelles et créatives se traduisant concrètement par l'adoption d'une politique culturelle en Centrafrique ; la production d'un diagnostic des conditions socio-économiques des artistes, créateurs et opérateurs culturels en Haïti. Au niveau local, elle a renforcé les capacités des collectivités de la région des Hauts Bassins (Burkina Faso), de la Ville de Brazzaville (Congo) ; de la Mairie de Yopougon, région du Bélier (Côte d'Ivoire) et du département de Kédougou (Sénégal) à la conception de stratégie de développement et d'encadrement du secteur pour valoriser leurs ressources culturelles.

La valorisation et le rayonnement du français, la créativité, l'entrepreneuriat culturel et le dialogue des cultures

Au cours du second semestre 2020, l'OIF a su faire preuve de réactivité face à la pandémie de la COVID-19, elle a maintenu ses efforts pour soutenir près de deux cents créateurs, artistes, écrivains, à travers une trentaine de projets, de manifestations culturelles et de rayonnement de la langue française.

S'agissant du spectacle vivant et des arts visuels, l'accompagnement s'est essentiellement inscrit pour la transition numérique par des actions de formation technique, de mise en ligne et d'acquisition d'équipement numérique. Avec l'initiative « **En Scène !** », plus de 50 artistes et 5 compagnies francophones ont été touchés. L'OIF a encouragé les créateurs de mode par la création d'un cours en ligne ouvert et massif.

L'OIF a apporté son soutien à la filière du livre, de l'édition et de la traduction en français ainsi qu'à l'organisation de manifestations littéraires internationales. **Tempo traduction** a financé 8 projets visant la traduction en langue française d'ouvrages littéraires contemporains écrits dans les langues de l'espace francophone. Le **13^e Prix de la Traduction arabe<>français Ibn Khaldoun-Senghor** dont l'objectif est de promouvoir la diversité culturelle et linguistique et d'encourager toutes formes d'échanges culturels entre le monde arabe et l'espace francophone a été attribué à **MM. Younès Ez-Zouaine et Abdelhak Boutaqmanti (Maroc)** pour leur traduction du français vers l'arabe de l'ouvrage « Le Djihadisme : le retour du sacrifice. Résister à la terreur » de Jakob Rogozinski (Desclee de Brouwer, 2017).



Le **Prix des cinq continents 2020** a été attribué à l'auteure franco-rwandaise **Béata Umubyeyi Mairesse**. Il récompense son roman « Tous tes enfants dispersés », publié aux éditions Autrement, la **mention spéciale du jury** a été remise à **Paul Kawczak** pour son roman « Ténèbre » aux éditions la Peuplade.

Dans le domaine de l'aide à la production de films et séries, 2 films soutenus par l'OIF ont été primés dans le cadre des festivals de Venise et de Toronto, par le prix d'interprétation masculine de la section Orizzonti (Venise) pour « L'homme qui a vendu sa peau » et par le prix d'interprétation féminine de la même section pour « Zanka contact ». Malgré le contexte de

pandémie, l'OIF a assuré sa participation aux festivals de Venise (Mostra), Yaoundé (Écrans noirs), Dakar (Dakar courts) et Tunis (Journées cinématographiques de Carthage).

Au second semestre de 2020, le Fonds Image de la Francophonie a soutenu au total 31 films et séries avec une augmentation (par rapport à celui de 2019) de 29 % du nombre de bénéficiaires et de 145 % du montant octroyé, **14 projets ont reçu un financement européen et un accompagnement spécifique dans le cadre du projet Clap ACP.**

Afin de contribuer à la professionnalisation et à l'essor des coproductions entre pays ACP avec l'Europe et au-delà, l'OIF et LAFAAC ont produit des modules de formation innovants accessibles par des applications mobiles.

Les Centres de lecture et d'animation culturelle

La modernisation des réseaux des CLAC s'appuie d'une part sur son volet numérique avec le dispositif BOU@TIC⁴ et d'autre part le renouvellement des biens culturels et matériels. L'acquisition de matériel audiovisuel s'est poursuivie pour l'extension des réseaux CLAC de 4 pays (Togo, Côte d'Ivoire, Centrafrique et RDC), plus de 12 000 ouvrages ont également été renouvelés au bénéfice de ces mêmes réseaux auxquels s'ajoutent ceux du Bénin. Des équipements solaires ou encore de mobilier ont été fournis aux CLAC de Centrafrique et d'Haïti.

Les CLAC en chiffre : 241 CLAC soutenus par l'OIF, 17 pays partenaires, 3 millions de prêts externes de documents par an

Les CLAC ont cherché à renforcer leur offre de service en développant des actions transversales au bénéfice des populations en particulier auprès des jeunes et des femmes. Un fonds d'ouvrages complémentaire sur la thématique de l'égalité entre les femmes et les hommes destiné plus spécifiquement à la jeunesse (8 – 14 ans) et aux professionnels du domaine est en cours de constitution.

⁴ Le dispositif BOU@TIC, sous forme d'un réseau wifi local, donne accès aux usagers (Côte d'Ivoire, Djibouti et Niger) à 240 Go de données (3000 titres, plus de 500 vidéos, 6 encyclopédies, une dizaine de didacticiels sur l'apprentissage du français et la connaissance de l'espace francophone) consultables et téléchargeables par les usagers, sur leur propre support ou sur les tablettes numériques disposées dans les CLAC.

2.2. PAIX, DÉMOCRATIE ET VIVRE ENSEMBLE

La paix, la démocratie et le vivre ensemble plus que jamais au cœur des actions de l'OIF

EN QUELQUES CHIFFRES

+ 2250 personnes ont été formées sur les processus électoraux, les médias, les droits de l'Homme et la consolidation de la paix.	110 observateurs outillés et formés au suivi des médias en période électorale
+ 8 000 personnes sensibilisées, dont environ 40 % femmes et 60 % d'hommes	500 observateurs des CNDH déployés, dont 175 femmes
	15 initiatives francophones de vérification des faits soutenues

Au cours du second semestre de 2020, les projets de la Mission B « Paix, démocratie et droits de l'Homme » ont permis à l'OIF de poursuivre l'accompagnement des pays membres en faveur de la promotion de la paix et de la démocratie ainsi qu'à la mise en œuvre des résolutions et des déclarations prises par les chefs d'États et de gouvernements à l'occasion de sommets successifs.

Promouvoir et renforcer la gouvernance démocratique et le respect des droits de l'Homme

Droits de l'Homme

Dans le cadre des actions de renforcement des capacités des Institutions nationales des droits de l'Homme, les activités n'ont pas été entravées par la crise sanitaire.

- Plusieurs formations ont pu se tenir en collaboration avec les partenaires de terrain et en déployant des INDH ressources au niveau régional. Cinq webinaires (environ 125 participants touchés) ont été organisés sur différents sujets. Cinq INDH du Burkina Faso, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de la RDC et du Rwanda ont pu intégrer, à distance, le logiciel de traitement des plaintes. Un [guide pratique sur le rôle des INDH](#) a été produit et deux webinaires de présentation avec échanges d'expériences ont été organisés à l'intention des INDH du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et RCA.

850 personnes issues de 39 pays ont pris part à la 3^e édition du CLOM sur l'éducation aux droits de l'Homme.

Au-delà de la dimension renforcement de capacités par ces formations en ligne, (i) deux simulations à l'entretien pour l'accréditation ont également été réalisées : pour la Côte d'Ivoire et la Mauritanie ; (ii) l'élaboration d'un projet de loi réformant la Commission béninoise des droits de l'Homme pour intégrer le mandat de mécanisme national de prévention de la torture ; (iii) la formation initiale des membres de l'INDH du Tchad ; (iv) l'appui à la finalisation du rapport d'activités de l'INDH de RCA ; (v) l'organisation d'un atelier avec l'INDH du Cameroun sur entreprises et droits de l'Homme.

Les INDH de la Côte d'Ivoire et de la Mauritanie ont obtenu l'accréditation A par le sous-comité d'accréditation de l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'Homme.

Dans le **domaine des droits de l'enfant**, l'OIF a soutenu l'élaboration d'un [référentiel des compétences clés du personnel travaillant directement auprès des enfants privés de liberté](#) en collaboration en présentiel du Burkina Faso et en ligne des experts des ONG, des OI, issus d'une quarantaine de pays.

Dans le cadre de l'accompagnement à l'**Examen périodique universel (EPU)**, un appui a été fourni à l'ensemble des parties prenantes :

- **un État**, la Mauritanie, a bénéficié d'un appui à la rédaction du rapport national et à la présentation de son rapport devant le Conseil des droits de l'Homme,
- **des parlementaires** (du Sénégal, du Burundi, de la France, du Congo et de la RDC), ont été formés en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, l'APF et l'Union interparlementaire et a abouti à la création d'une plateforme numérique d'échange de documents ;
- **des OSC** en Mauritanie et au Liban ont été formées (série d'ateliers en ligne sur l'EPU et Pré-Sessions nationales).
- Par ailleurs, au Sénégal et au Burkina Faso, un soutien a été apporté à la **mise en œuvre de recommandations** issues de l'EPU concernant sur la prévention des violences à l'encontre des filles en milieu scolaire.

Dans le cadre du renforcement des capacités des **défenseuses et défenseurs des droits de l'Homme**, des défenseurs des droits humains en République de Guinée ont été formés à la **sécurité numérique**. Par ailleurs, un soutien a été apporté à des OSC de la République du Congo afin de rédiger un **projet de loi portant sur la protection des défenseuses et défenseurs** des droits humains, qui sera soumis à l'examen des autorités.

En matière de **plaidoyer sur l'abolition de la peine de mort**, une **Conversation francophone a été organisée** à l'initiative de la Secrétaire générale et a permis de recueillir le soutien de la quasi-totalité des États présents dans l'implication de l'OIF dans cette question. Cette Conversation a permis également de recueillir certaines déclarations d'intention (notamment celle du Liban) annonçant une volonté d'aller vers l'abolition de la peine capitale.

Justice

Une seconde édition du **Guide pratique des processus de transition, justice, vérité et réconciliation** a été approfondie et actualisée.

Trois webinaires ont été organisés en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée en partenariat avec l'Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones (AIPPF) et le Bureau du Directeur des Poursuites de Maurice : (i) la septième conférence régionale sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme (26 novembre 2020) sur le thème « Justice transactionnelle et consolidation de l'État de droit » ; (ii) le webinaire sur la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection pénale des écosystèmes le 1^{er} décembre 2020 ; (iii) la Conférence sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme organisé en partenariat avec le Bureau du directeur des poursuites pénales de Maurice le 11 décembre 2020.

Plus de 283 magistrats ont pris part aux webinaires sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Gouvernance démocratique

Dans le champ des **migrations**, la formation en français dispensée habituellement au siège de l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo s'est tenue en **novembre, en 100 % virtuel**. L'OIF a soutenu la participation de 26 personnes sur un total de 55, issu de 23 pays, dont 38 % étaient des femmes. 26 participants, de 10 pays (12 femmes, 14 hommes) étaient issus des réseaux institutionnels de la Francophonie — la Conférence internationale des Barreaux de tradition juridique commune (CIB), l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF), l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie/Association des Ombudsmans et Médiateurs (AOMF/AOM), de l'Association francophone des Commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH), et du Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL) — et d'OING accréditées auprès de la Conférence des OING.

Soutenir les élections, la participation politique et citoyenne et les médias

L'accompagnement des processus électoraux pour la sortie des crises et la consolidation de la démocratie contribue à la préparation et à la tenue d'élections libres, fiables, inclusives et démocratiques, conformément aux dispositions de la Déclaration de Bamako. Dans ce cadre, les actions et expertises déployées par l'OIF, notamment en matière d'audit des fichiers électoraux et de renforcement des capacités de l'observation électorale, ont renforcé la transparence des scrutins et la confiance entre les acteurs et parties prenantes concernés.

Durant le dernier semestre 2020, l'OIF a soutenu les Institutions nationales de droits de l'Homme (INDH) de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Niger, engagées dans l'observation des élections sous l'angle du respect et/ou des violations des droits de l'Homme. Au Niger, principalement, la mise en œuvre des activités a été menée selon la déclinaison suivante :

- l'audit des fichiers électoraux au Niger (septembre 2020) et au Burkina Faso (octobre 2020) ;

- l'assistance technique, la mise à disposition d'experts et financement d'ateliers de renforcement des capacités au Niger, en RCA et au Burkina Faso ;
- l'évaluation des processus électoraux (déploiement de MIC au Burkina Faso, RCI, Niger, RCA) ;
- le soutien de la mobilisation des femmes pour une plus grande implication dans les élections et la vie politique de leurs pays respectifs (Burkina Faso ; Niger). Des sessions de formation des femmes candidates ont été organisées en vue de renforcer leurs capacités dans plusieurs domaines. Cette formation devrait se poursuivre pour les femmes élues ;
- des sessions de formation des professionnels des médias aux techniques de couverture électorale ;
- appui à la formation et au déploiement des observateurs électoraux nationaux (Niger, Burkina Faso, RCI). Les observateurs électoraux nationaux sont formés selon les procédures et standards électoraux reconnus afin d'harmoniser les grilles et méthodes d'observation ainsi que les résultats attendus ;
- le soutien aux **autorités de régulation des médias** de trois pays durant le processus électoral (Burkina Faso, Niger, RCA) ;
- le renforcement de capacités de 15 structures de **vérification des faits** dans 11 pays de l'espace francophones ainsi que d'une étude inédite sur la vérification des faits dans l'espace francophone.

Fournir un accompagnement pour prévenir les conflits et aider à la sortie des crises

Prévention et de gestion des crises et des conflits

Des actions de **prévention structurelle et opérationnelle** des crises et des conflits ont été développées et renforcées au cours de la période en revue au bénéfice de plusieurs États membres : **Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Haïti, Mali et Niger.**

Sur le **Cameroun**, des concertations ont été poursuivies avec la Commission de l'Union africaine, le Commonwealth, et les Nations unies pour contribuer à soutenir les parties prenantes dans la gestion du conflit armé qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. L'OIF a organisé le 20 juillet une réunion virtuelle avec ces trois partenaires internationaux.

Pour la **Centrafrique**, des actions de renforcement de capacités ont été apportées aux institutions nationales (Cour constitutionnelle et Autorité nationale des élections), dans les domaines de la fiabilisation du fichier électoral et de la gestion du contentieux électoral, pour contribuer à prévenir les contestations pré et/ou postélectorales.

À la suite du coup de force militaire qui a renversé, le 18 août, le Président de la République du Mali, l'OIF a entrepris des actions de soutien à la restauration de l'ordre constitutionnel et démocratique à travers la désignation par la Secrétaire générale d'un Envoyé spécial et le déploiement de deux (2) missions de haut niveau, impliquant l'APF.

Sur le plan de **la participation des jeunes à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix**, la mise en œuvre des 5 projets soutenus par l'OIF dans le cadre de son appel à initiatives francophones « Jeunes, paix et sécurité » (2019) a été finalisée durant le dernier semestre 2020.

Les cinq projets de l'**Appel à initiatives francophones « Jeunes, paix et sécurité »** ont permis de mobiliser des organisations de jeunes du Cameroun, du Togo, du Mali, de la Mauritanie et du Burkina Faso pour la réalisation d'actions de formation, de sensibilisation et de concertation en faveur de la prévention des crises et de la consolidation de la paix (cinéma participatif avec la production de courts métrages, dialogue des jeunes avec les leaders de partis politiques, création de comités de jeunes, spots radiophoniques, actions de sécurisation et d'embellissement des quartiers).

Maintien de la paix

Dans le domaine du **maintien de la paix**, les actions se sont déclinées autour de trois volets : la formation linguistique au français, la formation technique en français et l'appui au développement d'une position francophone sur les principaux enjeux des opérations de maintien de la paix (OMP). Au niveau de la formation, un accent a été mis sur le personnel féminin et à haut niveau de responsabilité, de même que sur l'interculturalité, une dimension transversale prise en compte dans les différentes actions soutenues. La diversité géographique a été recherchée avec des initiatives menées dans les régions d'Asie, et d'Europe centrale et orientale. Le partenariat avec le Département des opérations de paix des Nations unies a été consolidé et a débouché sur des projets menés conjointement avec l'appui d'États membres de la Francophonie.

Un accord de partenariat a été signé entre l'OIF et la France pour le développement de la méthode *En Avant!* destinée à l'apprentissage du français par le personnel militaire. La REPAP a soutenu le centre de maintien de la paix d'Oudong pour la première phase (sept. 2020 — mars 2021) d'un projet d'enseignement du français aux femmes des forces armées cambodgiennes.

L'OIF a également établi un partenariat avec la France et l'ONU pour le développement, pour la première fois en français, d'un cours de pré-déploiement pour les officiers militaires féminins, d'une formation des conseillers militaires chargés du genre dans les OMP, et d'un stage de préparation à l'exercice de hautes responsabilités au sein des Missions de paix (leur réalisation est prévue d'ici la fin de l'année 2021).

En coordination avec l'ONU et au bénéfice des missions permanentes francophones à New York, la RPNY a organisé en ligne une concertation et deux séminaires de formation et de sensibilisation portant respectivement sur les négociations du Comité spécial des OMP (déc. 2020), sur les processus de recrutement pour les postes d'officiers (oct. 2020) et sur la stratégie des Nations unies en matière de parité pour le personnel en uniforme (juillet 2020).

La REPAP a organisé une formation au français sur objectifs spécifiques, suivie par une vingtaine de casques bleus cambodgiens, visant à l'acquisition de compétences linguistiques nécessaires au déploiement dans les opérations de paix onusiennes, et *in fine*, au renforcement de la participation féminine à ces missions. La REPECO a renouvelé son appui au Cours supérieur international de l'école de gendarmerie roumaine Mihai Viteazul (sept. — nov. 2020) qui forme des officiers francophones au déploiement dans des OMP.

Enfin, l'OIF a apporté son soutien à la publication, par l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, d'une étude sur les défis la participation francophone au maintien de la paix (décembre 2020).

Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

L'OIF et le Secrétariat exécutif du G5 Sahel ont co-organisé du 30 novembre 2020 au 2 décembre 2020, à Nouakchott (République Islamique de Mauritanie) le **3^e séminaire des centres de recherche et d'analyse stratégique de l'espace du G5 Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**. Une cinquantaine de participants représentant des Institutions internationales et régionales africaines, des Ministères, des Centres de Recherches, des Universités et des personnes-ressources, venues des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), du Cameroun, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, etc. a pris part au séminaire. Le système de visioconférence mis en place a également permis la participation d'une dizaine de personnes en plus/à distance.

Par ailleurs, deux actions ont été initiées au cours de ce 2^e semestre 2020 dans le cadre du **Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme (FrancoPREV)**. En partenariat avec la Fédération Wallonie-Bruxelles et la France, la phase de préproduction d'un webdocumentaire sur les arts vivants comme outils de prévention de la radicalisation a été initiée et une étude internationale sur les dispositifs de prévention de l'extrémisme violent dans l'espace francophone a démarré et est réalisée par un consortium de centres de recherche francophones coordonné par la Chaire UNESCO, UNESCO-PREV.

La contribution de l'OIF à la paix et à la stabilité et le **plaidoyer politique pour la prévention et la résolution des crises** ont été promus et portés par la Secrétaire générale de la Francophonie lors de rencontres internationales de haut niveau, à l'instar du premier débat ouvert du Conseil de sécurité de l'ONU consacré à la coopération entre l'OIF et les Nations unies (sept. 2020), du Forum mondial de Normandie pour la Paix (oct. 2020) et du Forum de Paris pour la paix (nov. 2020).

Projet phare d'appui à l'État civil

Capitalisant sur l'ensemble des acquis de sa mobilisation sur le sujet depuis 2013 (initialement traité via la question des fichiers électoraux), la Francophonie a inscrit cette question au rang de ses priorités avec un accent sur une **approche intégrée et concertée** des acteurs francophones, basée sur trois volets d'intervention (i) la **mobilisation politique et le plaidoyer de haut niveau**; (ii) le **renforcement des capacités des acteurs et le partage de bonnes pratiques**; (iii) la **sensibilisation** des populations locales. Cette action doit enfin s'ancrer dans les **priorités transversales** de la Francophonie (jeunes et éducation, numérique, égalité femme-homme, société civile).

Les actions ainsi initiées sur le sujet en 2020, et déployées en grande partie sur le 2^d semestre 2020, sont : (1) un **projet-pilote global et intégré au Niger**, construit de concert avec les autorités nigériennes et sur base des expertises de différents acteurs francophones; (2) le **renforcement de capacités** des acteurs locaux au **Cameroun** via un partenariat avec l'école politique et citoyenne de Yaoundé (ECPY); (3) le **partage et la valorisation des bonnes pratiques francophones** via le travail visant à actualiser le Guide

pratique sur le sujet édité en 2014 ; (4) le **plaidoyer politique afin de mobiliser le Groupe des Ambassadeurs francophones (GAF) de Genève** et d'autres organisations internationales travaillant dans ce domaine, notamment le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH).

Au cours du 2^d semestre 2020, la **phase pilote du projet au Niger** — *pour des enfants francophones reconnus et détenteurs de leur acte d'état civil* — a été mise en œuvre par l'OIF et ses partenaires. Cette phase pilote a ciblé les **Communes de Wacha** et de **Dogo** dans la **province de Zinder**. La mise en œuvre des actions, de concert avec la Direction générale de l'état civil (DGEC) du Niger et sa Direction régionale de la Province de Zinder (DREC), s'est déclinée autour de 3 axes :

*Plus de 40 villages touchés
7 350 jugements déclaratifs ont été rendus
7 353 actes d'état civil délivrés au cours du
projet dont 89 % à des enfants de moins de
18 ans*

- des actions de **sensibilisation** des populations et de **formations** des préposés aux écritures (mise en œuvre le consortium d'OSC) ;
- des actions **d'accompagnement et conseil aux familles** (pilote par la Chambre des Notaires du Niger, via un accord — en cofinancement — avec l'ANF) ;
- l'organisation de **3 audiences foraines** (organisées par la CNDH du Niger).

Au **Cameroun**, l'**ECPY** a mis en œuvre des actions ciblant 3 localités dans la région du Sud Cameroun (Mintom, Akom II, Campo). Ce projet — pluriannuel — initié en 2020 a conduit aux premiers résultats suivants :

- la réalisation d'une enquête quantitative et qualitative qui servira de support d'élaboration d'une stratégie d'établissement et de sécurisations des faits d'état civil a été réalisée ;
- l'organisation de 3 « classes foraines », qui consistent en des ateliers de sensibilisation et de formation des élus locaux et autres acteurs (près de 200 participants), dans 3 Communes enclavées dans la région du Sud Cameroun ;
- l'élaboration d'un ouvrage « État civil et construction de l'identité citoyenne au Cameroun » ;
- la signature d'un accord-cadre avec le Bureau National de l'État civil (BUNEC) ;
- l'organisation d'un débat de haut niveau à l'Assemblée nationale sur l'état civil ;
- l'organisation d'une conférence-débat à l'Université sur « Les faits d'état civil au cœur de la problématique sur l'identité et la citoyenneté au Cameroun ».

Au cours de ce 2^e semestre 2020, les réalisations et résultats atteints sur la période sont :

- la réalisation d'une évaluation des besoins de mise à jour du guide pratique publié en 2014, « Pour la consolidation de l'état civil, des listes électorales et la protection des données personnelles » ;
- la définition des nouvelles orientations et d'un plan détaillé du nouveau Guide pratique sur la consolidation de l'état civil dans l'espace francophone : enjeux et perspectives pour les acteurs de la Francophonie ;

- l'identification et la mobilisation d'acteurs de la Francophonie autour de ce projet commun : APF, AIMF, Conférence des OING et 10 réseaux institutionnels de la Francophonie (RECEF, ANF, AFCNDH, CIB, AIPPF, AFAPDP, RF2D, Francopol, AHJUCAF, AOMF).

2.3. ÉDUCATION ET FORMATION

Face aux défis liés à l'éducation, la formation et au vivre ensemble au sein de l'espace francophone, renforcés par la pandémie de la COVID-19, les équipes projets ont poursuivi leurs activités au second semestre 2020 en s'adaptant à ce contexte afin de répondre au mieux aux besoins de leurs bénéficiaires.

EN QUELQUES CHIFFRES

+ 15 pays bénéficiaires

+ 710 heures de formations offertes au service de

+30 000 professionnels de l'éducation

« **INSERJEUNE** » application numérique utilisée dans **34** établissements de formation technique et professionnelle

10 200 enseignants et enseignantes du primaire (Côte d'Ivoire, RDC et Sénégal) et de **5 000** directeurs formés

264 enseignants du et en français formés au Vietnam et au Laos

IFADEM 100 % en ligne : la formation et le renforcement des capacités de nombreux acteurs du domaine de l'éducation

IFADEM 100 % en ligne est un dispositif associant une plateforme de formation en ligne et une application Moodle IFADEM avec un accès hors ligne et régénération des activités réalisées une fois connecté à Internet dans 10 pays. Pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020, les activités suivantes ont été réalisées :

- Formation des tuteurs et des équipes de supervision réalisée au premier semestre, paramétrage des plateformes et recrutement des enseignants et enseignantes des pays concernés par la phase pilote du projet.
- **Formation de 500 enseignants et enseignantes** en cours en République de Côte d'Ivoire et préparation du lancement de la formation au Niger et au Mali au cours du premier trimestre 2021.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention UE/ACP, une évaluation externe du déploiement d'IFADEM au Burkina Faso, au Mali, au Tchad et en Union des Comores doit être menée et un audit financier réalisé.
- **Formation de 10 200 enseignants et enseignantes du primaire** (Côte d'Ivoire, RD Congo et Sénégal) et de **5 000 directeurs avec adaptation au contexte de la COVID-19** (utilisation des réseaux sociaux, Google Apps pour l'éducation, réseau mobile).

- Accompagnement des pays en phase de déploiement ou de pérennisation/extension d'IFADEM dans le développement de dispositif à grande échelle au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger, au Tchad à l'Union des Comores.
- Conception des contenus de formation : Conception de 6 livrets au Cameroun, 2 livrets de formation des directeurs au Niger, 1 livret (en cours) de formation pour les enseignants du préscolaire au Sénégal, 4 livrets adaptés à la formation initiale en Union des Comores, 6 livrets (en cours) de formation au Tchad et 2 livrets de formation pour les directeurs et directrices en Union des Comores.
- Appui à la réalisation des projets de recherche, sur les **5 projets validés pour l'exercice 2020, 4 ont été mis en œuvre avec adaptation à la COVID-19, 2 sont déjà finalisés (Burundi et Côte d'Ivoire) et les 2 autres en cours (Sénégal et Togo). Le projet a été reporté à l'année 2021 pour le Liban.**
- **Publication d'un ouvrage collectif sur l'évolution d'IFADEM** en cours de finalisation. Sept études de cas ont été conduites dans ce cadre par des acteurs des pays participants.

ÉLAN : l'enseignement plurilingue, l'alphabétisation, l'éducation non formelle

Concernant ÉLAN, le 2^e semestre de l'année 2020 a été marqué, comme pour le 1^{er}, par la pandémie de COVID-19. Elle a conduit à la modification des activités planifiées et au report de certaines.

La principale action qui a occupé l'équipe programme au cours de cette période a été **la reddition des comptes auprès de l'AFD (tranche 1 de la subvention d'ÉLAN 1 de 2,5 M€)**. En effet, l'audit a fait ressortir des points à améliorer dans la gestion des fonds extrabudgétaires par l'OIF et l'AFD a demandé des documents complémentaires et des corrections. Les demandes de l'AFD ont été satisfaites et un avenant à la Convention de financement d'ÉLAN 2 a été signé le 23 décembre 2020. Le versement de la tranche 2 d'ÉLAN 2 (2,5 M€) était attendu pour le début de l'année 2021. Les échanges avec l'AFD relatif à l'instruction d'ÉLAN 3 se sont également poursuivis.

Comme les missions de suivi des plans d'action des pays partenaires et de suivi pédagogique n'ont pas pu se faire compte tenu du contexte sanitaire, les échanges et réunions se sont tenus à distance. Toutefois, les échanges à distance avec certains pays sont parfois compliqués (mauvaise qualité du réseau Internet local, inadaptation des outils, indisponibilité de certains acteurs...) en dépit de la mise en place des outils numériques (application de conférence en ligne, courriels, réseaux sociaux...). De plus les enseignants, cible principale du programme, restent encore plus difficiles à atteindre à distance.

Les activités de continuité pédagogiques organisées dans les pays partenaires ont permis de rattraper les retards occasionnés par la fermeture des classes à travers à la mise en place de plans de contingence nationaux à l'occasion de séances d'appui à

distance, et avec de contributions financières additionnelles accordées à certaines équipes nationales ÉLAN.

Le programme se tourne résolument vers le numérique éducatif. **Il est par exemple prévu pour 2021 de renforcer le partenariat avec IFADEM et de créer une plateforme de formation en ligne pour les tuteurs, les formateurs et ensuite les enseignants dans le cadre de la synergie entre les 2 projets.** Il envisage également de numériser tous ses contenus de formation en 2021 (numérisation de supports et scénarisation des formations) et de concevoir une application web pour suivre l'évolution de l'enseignement bilingue dans les pays partenaires.

La formation et l'insertion professionnelle des jeunes (FPT)

Le développement de l'**application « INSERJEUNE »**, destinée à évaluer la performance des dispositifs de formation professionnelle, a été finalisé et mis en œuvre dans les États qui ont émis le souhait d'être accompagnés dans le processus de suivi de l'insertion des jeunes diplômés. Cette application permettra de renseigner l'évolution des diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, notamment leur taux d'insertion, de chômage ou de poursuite d'études dans leur pays/région, en fonction des filières de formation et par genre ainsi que la satisfaction des entreprises. Elle est désormais disponible dans 15 établissements au Cameroun, 5 aux Comores et 14 au Burundi ; 34 conseillers chargés du suivi de l'insertion ont été formés à l'utilisation de cet outil et aux outils de gestion du suivi de l'insertion.

Toutefois, la situation sanitaire a ralenti la mise en œuvre de cet outil dans les pays partenaires (Burundi, Cameroun, Comores et Sénégal). Dans ce contexte, toutes les formations débutées dans les pays se sont poursuivies à distance (Comores, Mali, Cap Vert) avec le recours et la valorisation de l'expertise nationale formée par l'IFEF (Côte d'Ivoire, Sénégal, Cap Vert, Guinée). **La crise sanitaire a légitimé davantage le besoin pour l'EFTP de miser sur des outils innovants et intégrateurs afin de prendre en compte un grand nombre de formateurs dans l'amélioration de la formation** en mettant en place une plateforme de formation hybride en ingénierie APC.

La plateforme de formation, destinée aux formateurs/conseillers pédagogiques, est opérationnelle et disponible sur le Moodle Edunao de l'IFEF. Elle est ouverte à l'ensemble des formateurs/conseillers pédagogiques en APC des pays membres de la Francophonie qui souhaiteront l'utiliser. **Une première cohorte de 30 conseillers pédagogiques du Burundi ont été identifiés afin de débiter la formation.**

La plateforme de formation hybride en ingénierie APC destinée à l'ensemble des formateurs/conseillers pédagogiques des pays d'Afrique francophone a été conçue et est disponible sur le Moodle Edunao de l'IFEF. Elle est ouverte à une première cohorte de 30 conseillers pédagogiques du Burundi.

En collaboration avec le bureau régional de l'UNESCO Dakar, l'OIF a réalisé **2 guides pratiques sur le numérique éducatif** (l'un sur la stratégie d'intégration des TICs dans un

programme d'EFTP et l'autre sur comment enseigner avec les vidéos) avec l'appui de l'expertise de la Fédération des Cégeps du Québec et le cabinet Sen innovations.

La **formation des 6 enseignants de l'école publique de l'hôtellerie et du tourisme du Cap Vert**, a été réalisée de manière à ce qu'ils puissent enseigner une partie de la formation initiale en français (classes bilingues) pour les métiers suivants : gestion de logement hôtelier ; gestion hôtelière ; guide et animation touristiques ; restauration/bar, a été réalisée et les 6 enseignants ont passé avec succès le niveau B1 en français (DLfpro).

Centre régional pour l'Afrique Francophone du programme de partage des innovations et des connaissances (KIX)

Le **Centre régional pour l'Afrique francophone du programme de partage des innovations et des connaissances (KIX)** a pour but de « contribuer aux actions des quatre centres régionaux KIX réunis, en vue d'améliorer la définition des politiques publiques d'éducation dans les pays partenaires et permettre une large diffusion des innovations ». Se situant à la croisée des différents programmes d'éducation de l'OIF et de ces différents opérateurs comme l'AUF, de la CONFEMEN ainsi que des programmes et projets des pays, le centre aura une dimension transversale. Il répond cependant à une demande forte des États et gouvernements dans un contexte de conjoncture sociale et économique marquée par l'importante érosion des TIC, de la persistance de la pandémie de la COVID-19, mais aussi par toutes les transformations sociales en cours ces 15 dernières années qui devraient impacter les systèmes éducatifs francophones.

Pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020, cinq grandes réalisations ont été menées :

- Lancement du programme en juillet 2020 ;
- Réalisation d'une importante étude sur l'identification des priorités régionales ;
- Mise en place d'une structuration du programme KIX au niveau national et régional qui doit permettre de créer une dynamique au sein d'une équipe qui a pour vocation de faire remonter les innovations au niveau du centre et d'alimenter par les connaissances du centre et des autres pays partenaires le dialogue politique national afin d'impacter efficacement les politiques publiques d'éducation ;
- **Organisation d'un atelier virtuel d'information et de formation des équipes de coordination nationale** ayant pour objectif d'informer les équipes de coordination nationale sur le fonctionnement du programme KIX et sur leurs rôles et responsabilités durant tout le processus de mise en œuvre du programme. **Il a concerné 6 pays sur 21 pays couverts par le KIX francophone** à savoir le Bénin, le Cameroun, le Tchad, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal ;
- Réalisation d'un **atelier sur l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres en collaboration avec le Forum des éducatrices africaines (FAWE) à destination des acteurs des ministères de l'Éducation et plus particulièrement les équipes de coordination nationale des 21 pays couverts par le KIX francophone** notamment : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Cameroun, République

centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République du Congo, Sénégal, Sao Tomé et Príncipe et le Togo.

Le KIX a ainsi permis la réalisation d'actions concertées et complémentaires entre différentes institutions de la Francophonie dans les 21 pays partenaires. Cela témoigne d'un fort intérêt commun à relever les défis en matière d'éducation dans les pays en développement partenaires du PME et membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Centres régionaux pour l'enseignement du français (CREF)

Les CREF constituent des dispositifs d'ingénierie de formation de haut niveau. À ce titre, ils sont de véritables centres d'excellence qui dispensent des formations et des séminaires à l'intention de l'ensemble des catégories professionnelles de l'enseignement du français dans les systèmes éducatifs. Ils œuvrent également à la réflexion pédagogique et la production de nouveaux outils adaptés au contexte en partenariat avec les associations d'enseignants de français.

Pour la période concernée, les mesures sanitaires prises par les États n'ont pas permis d'organiser des activités en présentiel. Des programmes de formation à distance ont été proposés. Vers la fin de l'année 2020, l'amélioration de la situation sanitaire dans les pays de la région Asie du Sud-Est a permis de réaliser plusieurs activités de formation des enseignants de et en français en collaboration avec les ministères de l'Éducation.

Le CREFAP et le CREFECO collaborent avec les ministères de l'Éducation pour renforcer les compétences du corps d'enseignants de et en français. La majorité des bénéficiaires des activités de formation continue que ce soit au niveau national ou régional sont des femmes.

Au titre de la période concernée, les principales réalisations des CREF sont les suivantes :

Le Centre Régional Francophone d'Asie-Pacifique (CREFAP) situé à Hô Chi Minh-Ville (Vietnam)

- Co-organisation avec les autorités locales et des institutions francophones, plusieurs activités culturelles et parascolaires en faveur des apprenants de français, qui ont majoritairement moins de 25 ans ; à savoir le festival « Jeunesse en action » à Hô Chi Minh — Ville, les concours de production de vidéo-clip sur le thème « Le français et moi » et « Destination Vietnam » et les célébrations du cinquantenaire de la Francophonie à Vientiane et à Hanoï.
- Formation régionale en collaboration avec le CLA de Besançon : 62 enseignants de français du Laos, Cambodge, Vietnam et Thaïlande. 5 modules de formation ont été proposés visant à renforcer les compétences linguistiques et pédagogiques.
- Quatre formations en présentiel ont été organisées en Asie du Sud-Est dont une portant sur le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques à destination de **60 enseignants de et en français au Laos** et les trois sur

l'élaboration de séquence/itinéraire pédagogique en classe de langue pour **204 enseignants de français et en français au Vietnam.**

- Deux manifestations pour fêter le Cinquantenaire de la Francophonie ont été organisées avec l'Université nationale de Hanoï et l'Unité de pédagogie de Hô Chi Minh-Ville, **ces manifestations ont regroupé plus de 1000 élèves et étudiants francophones.**

Le Centre Régional Francophone pour l'Europe centrale et orientale (CREFECO) situé à Sofia (Bulgarie)

- Organisation des activités extrascolaires de promotion de la langue française et du vivre ensemble.
- Formations à destination des enseignants et les activités extrascolaires du CREFECO ont entièrement été déployées via les outils numériques.
- Organisation des webinaires et ateliers en ligne « WebiECO » pour les enseignants en français en Europe centrale et orientale.
- Déploiement du dispositif de renforcement des compétences JEDA (Jeunes enseignants débutants en action) pour 100 bénéficiaires de 3 régions de la Francophonie (Asie-Pacifique, Afrique du Nord, Europe centrale et orientale).

Le Centre Régional Francophone situé à Djibouti

Le centre régional francophone de l'OIF a été lancé en décembre 2020 pour donner suite à la signature d'un mémorandum d'Entente entre l'OIF et le Gouvernement de Djibouti relatif à sa création à Djibouti.

L'appui au renforcement des politiques en faveur de la jeunesse

Au second semestre 2020, le **Rapport d'enquête sur politiques publiques en faveur de la jeunesse dans l'espace francophone**, réalisé avec le soutien du Gouvernement du Québec, a été **diffusé auprès de plus de 400 structures** (associations, ONG, points focaux, Observatoires jeunesse, organisations multilatérales, administrations publiques des États et gouvernements). Le rapport a ensuite fait l'objet d'une diffusion publique. Suite à la publication du rapport d'enquête sur les Politiques publiques en faveur à la jeunesse, l'UJSC a soutenu la mise en place d'une formation certifiante en ligne destinée aux acteurs en charge de la jeunesse. Ce projet a été mené en collaboration avec l'Université Senghor et la CONFEJES. En novembre et en décembre 2020, ces opérateurs ont procédé à la création des contenus et la captation des contenus digitalisés, au montage et à la conception du curricula de cette formation. La campagne de recrutement est prévue au premier semestre 2021.

Dans le prolongement des résultats de l'enquête, l'UJSC a collaboré avec l'Université Senghor d'Alexandrie pour concevoir une **formation à distance** destinée aux cadres des administrations nationales et territoriales des pays francophones du sud. Fin 2020, l'UJSC a en outre poursuivi son exploration du fonctionnement des PPJ en **enquêtant auprès des structures nationales de la jeunesse** en vue d'explorer de **nouvelles formes de dialogue** avec les réseaux et organisations œuvrant en faveur de ces publics.

2.4. ÉCONOMIE ET NUMÉRIQUE

EN QUELQUES CHIFFRES

1 nouvelle Stratégie économique de la Francophonie (2020-2025) adoptée

+ 10 actions de sensibilisation ou d'événements soutenus

40 négociateurs commerciaux, climatiques et numériques formés dans 11 PMA

+500 participants aux activités organisées en faveur des entreprises et partenariats d'affaire au Vietnam

Une communauté consolidée de **1600** innovateurs répartis dans **72** pays

Près de 30 000 personnes sensibilisées aux actions de l'OIF en matière d'entrepreneuriat

La nouvelle Stratégie économique 2020-2025 pour la Francophonie

Point saillant de la 37^e Conférence ministérielle, les États et gouvernements ont adopté une nouvelle **Stratégie économique 2020-2025 pour la Francophonie**⁵. Centrée sur les résultats et l'impact concret de ses actions sur l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes, la Stratégie met particulièrement en avant le renforcement des relations commerciales et des investissements au sein de l'espace francophone, le soutien à l'entrepreneuriat en favorisant l'accès au financement pour les jeunes entreprises en croissance et le développement de l'économie numérique. Cette Stratégie se veut un cadre d'intervention concret pour contribuer à la résilience du monde francophone après la crise globale causée par la COVID-19.



L'accompagnement des transformations structurelles en matière de commerce et d'investissement

De la nécessité de décloisonner les enjeux climatiques, commerciaux et numériques et fort du succès de la première édition de la formation des négociateurs commerciaux, climatiques et numériques des pays les moins avancés en 2019, l'OIF et la CNUCED ont organisé une

⁵ https://www.francophonie.org/sites/default/files/2020-12/SEF_CMF_37_24112020.pdf

seconde édition en ligne à laquelle se sont joint d'autres organisations du système multilatéral⁶, au bénéfice de 40 hauts fonctionnaires de 11 PMA.

Lors du second semestre de 2020, l'OIF a concentré ses efforts dans la définition, la préparation et l'organisation **des missions économiques et commerciales de la Francophonie** auxquelles sont associés de nombreux partenaires (agences nationales de promotion du commerce et des investissements, réseaux économiques francophones, groupements professionnels dans certaines filières).

Également, plus de 500 participants (dont des diplomates, dirigeants d'entreprises et représentants d'Organisations internationales) ont pris part au 2e Forum international Franconomics « De start-up à smart-up, les défis de l'ère numérique d'une part et d'autre part à l'atelier "Renforcer les partenaires d'affaires entre le Vietnam et les pays francophones d'Afrique en période de COVID-19". Ces deux événements ont été co-organisés par l'OIF, le ministère vietnamien des Affaires étrangères et le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce.

L'OIF a poursuivi sa mobilisation en faveur des acteurs économiques en fournissant un soutien à l'organisation de manifestations internationales tel que **le Forum francophone des affaires (FFA), ou encore "Les Rencontres du Forum économique, en route vers Djerba"**, un site Internet www.rencontresFEF2021 a été créé dans la perspective de cet événement.

Le renforcement des capacités en entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes

*1 600 innovateurs répartis dans 72 pays
membres de la Francophonie, 180 solutions
locales au service des communautés*

Le contexte sanitaire marqué par la pandémie de la COVID-19 a bouleversé l'ordre économique mondial et entraîné pour ces acteurs économiques non seulement une modification de leur environnement, mais une nécessité d'adaptation nouvelle de leurs activités. L'OIF a souhaité moduler ses programmes pour accompagner l'innovation et les entrepreneurs résilients en connectant à travers le numérique sur un mode collaboratif cette communauté francophone d'acteurs de terrain, d'entrepreneurs, d'innovateurs, d'universités, de citoyens autour de **la plateforme Solidarité COVID-19 Francophonie**⁷.

⁶ L'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Centre de Politique de Sécurité, Genève (GCSP), le Laboratoire des Objectifs de développement durables et la Geneva Internet Platform.

⁷ https://www.francophonie.org/sites/default/files/202004/OIF_SolidariteCOVID19_Presentation%20final.pdf

Le second semestre de l'année 2020 a été principalement consacré au développement et la consolidation de cette nouvelle communauté issue de la plateforme et à l'accompagnement des projets résilients émanant des acteurs francophones.

Parmi les projets les plus innovants et les plus prometteurs inscrits sur la plateforme⁸, six (6) ont été soutenus dans leur développement et la concrétisation de leurs solutions locales à travers un appui technique et financier afin de renforcer leurs impacts.

Une capitalisation a été faite sur cet outil en vue de l'orienter vers une **plateforme des entrepreneurs et des innovateurs** avec de nouvelles fonctionnalités (mise en place d'un centre de ressources pour les entrepreneurs, mise en réseau, organisation d'événements et valorisation des talents francophones). Elle sera ainsi le pivot des actions entrepreneuriales et complètera l'offre du nouveau projet (devant débuter en 2021) « **les Pionnières de l'entrepreneuriat francophone** » au service des entreprises dans leur phase de croissance et un accès au financement auprès d'investisseurs. Le projet sera déployé dans 13 pays partenaires⁹.

Accompagner à la transformation numérique, innovation et métiers du numérique

Sur la période de juillet à décembre 2020, plusieurs initiatives ont été conduites par l'OIF :

– Dans le cadre de la contribution au processus d'actualisation de la **Stratégie de la Francophonie numérique**, un bilan de la Stratégie numérique Horizon 2020 a été réalisé : les résultats seront présentés lors de la 2^e réunion du Comité de pilotage d'actualisation de la Stratégie au 1^{er} trimestre de 2021 ;

– **Dans le cadre du Réseau francophone de l'innovation (Finnov)**, une plateforme de veille plurisectorielle sur l'innovation¹⁰ a été animée au bénéfice de plus de 42 000 utilisateurs ; 5 webinaires ont été organisés avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, d'octobre à décembre 2020, sur le **thème de l'intelligence artificielle dans les industries culturelles et créatives**.

– **Initiative D-CLIC « Formation aux métiers du numérique ».**

Par la mise en œuvre de ce nouveau projet, l'OIF ambitionne d'accompagner le renforcement des



⁸ Pour en savoir plus : <https://www.facebook.com/EntreprendreEnFrancophonie/>

⁹ En Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal), en Afrique centrale (Cameroun, République démocratique du Congo, Rwanda), en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (Maroc, Tunisie, Liban) et en Asie (Vietnam).

¹⁰ www.francophonieinnovation.org

compétences numériques des populations francophones afin de répondre aux évolutions rapides des marchés économiques et du monde du travail et d'améliorer l'employabilité, en particulier pour les populations les plus vulnérables. La mise en œuvre de la phase pilote a démarré au second semestre de 2020 et se poursuivra jusqu'à fin décembre 2021. Les premières activités de conceptualisation du projet fin 2020 ont notamment permis **(i) la validation de l'identité visuelle du projet** afin d'assurer son rayonnement et son appropriation par les publics cibles, et **(ii) l'élaboration d'une classification des métiers du numérique et d'une cartographie des opérateurs** de formation en Francophonie menée en collaboration avec l'IFEF.

Pour la phase pilote, les filières retenues pour les formations sont **les familles de métiers de la communication, du marketing, de l'interface utilisateur et de la création numérique, la conception et le développement notamment**, qui sont des métiers nouveaux ou profondément transformés par le numérique et qui appellent une adaptation des compétences. La priorité sera aux formations qualifiantes de courte durée (3 à 6 mois, exceptionnellement 9 mois).

2.5. DÉVELOPPEMENT DURABLE

EN QUELQUES CHIFFRES

+ 4 200 personnes sensibilisées	+ 37 000 personnes formées sur les enjeux environnementaux et du développement durable
+ 320 000 bénéficiaires indirects impactés par les projets de terrain appuyés par l'IFDD	4 800 000 euros mobilisés auprès de l'UE en faveur de la gestion durable
500 femmes et jeunes ont reçu un appui financier à leurs projets et au bénéfice indirect de +25 000 membres de leurs communautés	

Le renforcement des capacités des acteurs francophones en matière d'environnement et résilience climatique

Dans ce volet l'OIF appuie les pays à la transposition en droit national de plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement par la maîtrise des outils de la gestion de l'environnement, la formation en ligne et en présentiel des acteurs, le mentorat de projets des acteurs non étatiques.

Les appuis portent également sur l'accompagnement des pays dans les négociations internationales sur le climat, la biodiversité et la lutte contre la désertification par l'entremise d'espace de concertation et de dialogue.

Au cours du semestre de juillet à décembre 2020 :

- **180 femmes issues de 23 pays francophones ont été formées en préparation de leur participation à 26e conférence des Nations Unies sur le climat (CdP26).** Elles ont été outillées sur les enjeux et les techniques de négociation internationale en matière de changements climatiques. La formation permettra de constituer, dans chacun des pays, un bassin de femmes prêtes à intégrer les délégations, à défendre leurs positions, à négocier et à

*Plus de 22 000 personnes ont bénéficié de renforcement des capacités en ligne sur les enjeux environnementaux ;
Plus de 25 000 bénéficiaires indirects impactés par les projets de terrain appuyés par l'IFDD
4 800 000 euros mobilisés auprès de l'UE en faveur de la gestion durable de l'environnement au Cameroun, en RDC et en Haïti*

- contribuer au développement de politiques en matière de climat.
- **Plus de 50 décideurs et négociateurs francophones se sont concertés sur les défis communs liés au multilinguisme dans le processus de prise de décision internationale sur le climat**, le renforcement des capacités pour l'appropriation des priorités nationales et l'accès à la finance climat.
 - **Plus de 22 000 acteurs francophones ont bénéficié de renforcement des capacités en ligne sur les enjeux environnementaux** (biodiversité et santé ; formations collaboratives, finance climat, évaluation environnementale et sociale, etc.)
 - Quatre (4) pays francophones ont bénéficié de l'expertise de l'IFDD pour monter des dossiers de financement de leur appui préparatoire en vue d'un accès facilité au Fonds vert climat : Centrafrique, Haïti, Tchad et Bénin. En décembre, après plusieurs revues, le dossier du Bénin a passé l'étape de la revue inter-division. C'est l'avant-dernière étape avant le financement
 - **500 acteurs au niveau local (femmes et jeunes) ont bénéficié d'un appui financier** à leurs projets et au bénéfice indirect de plus 25 000 membres de leurs communautés
 - huit (8) outils novateurs en français sur l'environnement ont été produits notamment une version 2020 du Guide des négociations a été rendue disponible en amont des dialogues sur le climat de novembre 2020 et deux guides méthodologiques sur la santé et les changements climatiques
 - Le programme a confirmé son expertise lui permettant de tenir au besoin plusieurs formations de grande qualité entièrement en ligne
 - **Mobilisation de 4 800 000 euros de ressources externes** en faveur de la gestion durable de l'environnement au Cameroun, en RDC et en Haïti.

Le soutien à l'énergie propre

Le volet « accès à l'énergie durable » appuie les États et Gouvernements des membres dans l'atteinte des enjeux de la transition énergétique. En effet, la transition énergétique est un enjeu central aussi bien pour les pays en développement dont la priorité est l'accès à des sources énergétiques fiables que pour les pays développés qui ambitionnent d'une neutralité carbone en 2050. En développant et en fournissant des outils novateurs, en sensibilisation et formant les acteurs et en soutenant des actions de terrains structurantes, l'OIF accompagne les pays membres à faire face à ces enjeux. C'est ainsi qu'au cours du dernier trimestre :

- 4 séminaires en ligne ont été organisés entre juillet et décembre 2020 (ramenant le total sur l'année 2020 à 10 pour 6 700 participations) de 32 à 55 pays à chaque séminaire ;
- 10 experts provenant de 10 institutions partenaires ont été mobilisés (ramenant

156 points focaux de développement du Nord du Cameroun sensibilisés ;
93 magistrats de communes du Nord Cameroun formés ;
60 experts de la Commission énergie de l'UEMOA ont été formés

- le total à 23 experts en 2020) ;
- l'UEMOA et ses 8 États membres ont été dotés d'un outil d'aide à la décision (www.sie.uemoa.int), de 5 laboratoires équipés pour réaliser les tests énergétiques sur les appareils électroménagers et sur les matériaux de construction de bâtiments. En outre, ces pays ont adopté deux Directives communes en efficacité énergétique, une étiquette d'efficacité énergétique commune et un code commun d'efficacité énergétique pour les bâtiments neufs ;
 - 22 experts de haut niveau ont été formés sur la régulation de l'énergie en partenariat avec l'École des Mines de Paris et l'ANARE-CI (Côte d'Ivoire) et 16 candidats (urbanistes et architectes) (en partenariat avec l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'urbanisme — EAMAU) ;
 - une étude sur la maîtrise de la demande d'électricité (MDE) auprès des compagnies d'électricité du Bénin et du Togo finalisée (partenariat avec l'Association des sociétés d'électricité d'Afrique — ASEA).

L'accompagnement à la réalisation des ODD

Ce volet vise à accompagner les pays dans l'opérationnalisation de ses 17 Objectifs de Développement durable (ODD) dans les politiques publiques aux échelles régionale, nationale et locale. Il est par conséquent structuré autour du renforcement des capacités et des projets de terrains.

En ce qui concerne les principales réalisations sur la période, on peut citer :

- Deux formations en présentiel et un cours en ligne ouvert et massif (CLOM) sur la prise en compte des ODD dans les politiques publiques auxquels ont pris part 6 050 bénéficiaires dont des cadres de ministères, fonctionnaires, agents des collectivités décentralisées, cadres des organismes sous régionaux et grand public.
- L'accompagnement de 2 communes aux Comores et au Sénégal dans l'élaboration de leur plan local de développement durable (avec un potentiel de 300 000 personnes qui seront bénéficiaires des projets à impacts rapides issus de ces plans). *8050 personnes formées et plus de 4000 sensibilisées sur le développement durable ; Plus de 300 000 bénéficiaires indirects impactés*
- La publication de deux numéros de la revue Liaison Énergie-Francophonie (LEF) qui ont été diffusés à près de 4000 abonnés (version électronique seulement).
- Traduction de l'anglais vers le français du 6e rapport de la série « L'avenir de l'environnement mondial » (GEO-6). Ce rapport est édité par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) tous les 5 à 7 ans.
- L'organisation de 7 séminaires en ligne sur l'économie verte et circulaire au profit de plus de 2 000 participants issus de plus de 30 pays.
- L'appui de 11 pays francophones en développement dans les négociations ISO sur l'économie circulaire.
- La mise en place de 4 projets terrain faisant la promotion des modes de consommation et de production durable.

2.6. TRANSVERSALITÉ ÉGALITÉ FEMME-HOMME, JEUNESSE, SOCIÉTÉ CIVILE ET NUMÉRIQUE

2.6.1. ÉGALITÉ FEMME-HOMME

La volonté de la Francophonie de mettre l'égalité femme-homme (EFH) au cœur de ses priorités s'est traduite par l'adoption au Sommet d'Erevan de la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles.

L'EFH au sein des missions de l'OIF

Au sein de la Mission A « Langue française, diversités culturelle et linguistique », les modalités d'intervention ont été adaptées pour une prise en compte effective des femmes dans le déploiement des actions aussi bien au niveau du recours à l'expertise féminine qu'au niveau des bénéficiaires. Par exemple, les coordinations nationales des IFN-IFE ont été sensibilisées à la dimension de l'égalité femme-homme. Dans les CLAC, une attention toute particulière est portée sur la fréquentation des centres par les jeunes femmes. L'ensemble de mesures a permis de toucher un public féminin que certaines traditions locales ou religieuses tenaient à l'écart des centres (recrutement de personnel féminin, formation des animateurs, campagne de sensibilisation, modification des outils de gestion et des heures d'ouverture au public, présence de toilettes, etc.).

De toutes ces mesures, il en résulte un équilibre respecté entre hommes et femmes touchées par les activités de formation (50 % de participantes à la formation des juges de la CPI et 73 % aux IFN-IFE ; 61 % d'intervenantes dans le panel). Cependant, suite à certains désistements des candidates, un déséquilibre est apparu au sein du projet de mobilité des enseignants. À cet effet, des mesures ont été prises avec la FIPF et les associations des enseignants de français afin de mobiliser davantage les femmes qui constituent la grande majorité des enseignants et étaient très actives dans leurs associations.

Les actions dédiées à l'**UEFH** se sont articulées autour de l'audit organisationnel genre, un concours numérique sur l'EFH et l'accompagnement des unités administratives dans l'intégration transversale l'EFH.

- **Audit organisationnel genre.** La structure organisationnelle de l'organisation, sa gestion, ses processus de planification et de suivi-évaluation, ses règles et procédures formelles ou informelles, l'intégration des considérations liées à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes dans la programmation pluriannuelle de l'OIF, ont fait l'objet d'une analyse approfondie. L'audit s'est attaché en particulier à mesurer l'institutionnalisation de l'EFH dans le dispositif de l'OIF, en relevant les bonnes pratiques et points d'amélioration, à des fins de capitalisation. L'exercice a également formulé des recommandations stratégiques à

opérationnaliser par l'OIF y compris sur les niches stratégiques de l'UEFH et de futures interventions prioritaires de l'OIF en la matière.

- **Concours numérique sur l'EFH.** L'UEFH a appuyé l'association « Aux cœurs des mots » pour l'organisation d'un concours numérique en milieu scolaire sur les thématiques EFH, dans le but de sensibiliser la jeunesse à travers l'éducation, à prendre conscience des inégalités entre les femmes et les hommes, et des discriminations, en leur permettant de s'exprimer à travers la langue française, et ainsi de faire évoluer les comportements, les mentalités vers une plus grande tolérance. 59 écoles à travers 29 pays dans le monde ont été touchées par ce concours et 1240 jeunes de 12 à 15 ans ainsi que 118 enseignants ont été sensibilisés sur les enjeux d'égalité femme-homme.

La prise en compte transversale de l'EFH dans la mise en œuvre des actions de la Mission B « Paix, démocratie et droits de l'Homme », s'opérationnalise à travers l'amélioration du niveau participation des femmes, la mise en place d'activités spécifiquement dédiées aux femmes et l'élaboration des contenus appropriés aux besoins des femmes.

C'est ainsi que l'OIF a organisé en partenariat avec l'APF et la CENI du Niger, du 3 au 5 décembre 2020, un atelier de formation des femmes, potentiellement ou réellement, candidates aux élections législatives du 27 décembre 2020 au Niger. Il s'agissait, par l'échange d'expériences et des communications techniques, de leur donner des outils essentiels, nécessaires à la préparation, à la tenue des campagnes électorales et à la participation effective à la compétition électorale.

Au Burkina Faso, c'est une association féminine qui a bénéficié d'une subvention pour organiser les sessions de sensibilisation et de formation des femmes engagées dans le processus électoral.

À travers sa Représentation à Bruxelles, l'OIF a soutenu une campagne de sensibilisation contre les violences basées sur le genre (VBG) à l'égard des enfants migrants en Belgique réalisée par l'ONG Défense des enfants International-Belgique. Ce soutien a permis **de former une quinzaine** de facilitateurs sur les questions de VBG, plus d'une soixantaine des jeunes migrants à la création de matériel de sensibilisation ainsi que quatre-vingts professionnels et personnes impliquées dans la protection des enfants contre la violence basée sur le genre afin de toucher sept mille enfants qui sont actuellement accueillis dans les centres de demandeurs d'asile.

Quelques résultats en chiffres des actions EFH de la Mission B

- Les jeunes filles représentent 57 % des bénéficiaires d'actes d'état civil délivrés au cours du projet état civil au Niger.
- 44 % bénéficiaires des classes foraines/formations au Cameroun sont des femmes.
- Les femmes représentent 53 % des membres du Comité consultatif de Radio jeunesse.
- Les femmes représentent 39 % des bénéficiaires directs et indirects aux activités organisées dans le cadre de l'Appel à initiatives francophones « Jeunes, paix et sécurité ».
- 73 % des bénéficiaires des actions de formation et de sensibilisation au maintien de la paix sont des femmes.

À l'instar des autres missions de l'OIF, la Mission D « Développement durable, économie et solidarité » intègre la sensibilité à l'EFH à la fois à travers les bénéficiaires et par la mise en valeur des compétences d'intervenantes. En effet, de plus en plus de femmes participent aux activités de renforcement de capacités où souvent, à compétence égale, elles sont privilégiées.

L'OIF applique une approche très sensible aux femmes tant en ce qui concerne leur participation à la prise de décisions sur le climat qu'au soutien à leurs projets sur le terrain. En effet, les capacités de 180 négociatrices ont été renforcées pour accroître la participation des femmes aux processus de prise de décision sur le climat. En outre, avec la contribution de la Principauté de Monaco, l'OIF a financé deux projets renforçant la résilience climatique de 89 femmes au Togo et au Rwanda, dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture, de l'accès à l'eau potable et à l'énergie sobre en carbone. L'OIF a également soutenu le développement d'une initiative « Genre et gestion durable des forêts du Bassin du Congo » qui a permis de soutenir trois projets de femmes au Cameroun, en RDC et au Rwanda en faveur de plus de 200 femmes.

L'initiative D-CLIC intégrera la sensibilité au genre à travers l'organisation d'activités de formation et de valorisation des compétences féminines dans le domaine du numérique, notamment dans les pays en développement francophones. L'objectif de l'initiative D-CLIC est d'atteindre au moins 30 % de femmes ou jeunes filles parmi les apprenants. Cette initiative prendra aussi appui sur la mise en valeur des compétences des formatrices et des expertes dans le domaine de l'innovation numérique. La participation des femmes aux formations sera encouragée par la mise en place de services appropriés (crèches pour l'accueil des jeunes enfants, accès aux sanitaires, notamment).

Quelques résultats en chiffres des actions EFH de la Mission D

- 40 % de femmes bénéficiaires directs des projets de terrain en matière d'environnement et de résilience climatique
- 1/3 des experts utilisés dans les formations sont les femmes
- 4000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de formation en ligne sur l'environnement.
- 38,8 % des visiteurs du site web de l'IFDD, www.ifdd.francophonie.org sont constitués de femmes.

Projets Phares centrés sur l'EFH

« La Francophonie avec Elles »

En 2020, dans un souci de solidarité agissante, la Secrétaire générale de la Francophonie a, proposé aux États membres, qui l'on entérinée, la mise en place d'un Fonds de solidarité de la Francophonie pour les femmes dit « La Francophonie avec Elles ». L'appel à projets a été lancé le 7 juillet 2020 et le dépôt des candidatures clôturé le 4 septembre 2020.

Un total de 1 393 projets provenant de 28 pays a été reçu par l'OIF, dont 293 éligibles parmi lesquels 110 initiatives ont été présélectionnées par les équipes techniques de l'OIF et soumises aux membres du Comité de gestion, qui s'est réuni les 30 octobre, 13 novembre et 20 novembre 2020, pour procéder à la sélection finale. Au terme du processus, l'OIF a identifié et mis à la disposition de 59 porteuses de projets, rigoureusement sélectionnés, dans 20 pays, un montant total de 2 707 174 euros, soit environ 10 % des fonds de programmation de l'OIF. Depuis la fin décembre 2020, les lauréates du fonds, réparties dans 20 pays en Afrique, dans la Caraïbe et au Liban, ont reçu des subventions variant de 15 000 à 80 000 euros. Elles bénéficient de l'encadrement d'organisations de la société civile locale et mettent en œuvre les projets qu'elles ont elles-mêmes conçus capitalisant sur leurs capacités d'innovation et leur savoir-faire endogènes.



L'initiative, dont il est envisagé la montée en puissance sur les prochaines années, permet aux bénéficiaires, à leurs enfants, les filles en particulier, et à leurs communautés, de parer à leurs besoins essentiels et prioritaires, et d'accéder à l'information, notamment sanitaire, à l'éducation, la formation et à la citoyenneté. Les actions de terrain mises en œuvre contribuent à la résilience accrue et à l'autonomisation économique des femmes et des filles, ainsi qu'au rayonnement de l'Organisation, relayé sur le terrain en partenariat avec les représentations extérieures (RE).

À travers le dispositif du « Fonds la francophonie avec elles », l'OIF a démontré son agilité et sa capacité à mettre en œuvre, sans délai, des actions solidaires concrètes au profit des populations de l'espace francophone, en capitalisant sur ses avantages comparatifs et sa valeur ajoutée. Par ailleurs, ce fonds qui repose sur un dispositif opérationnel efficace et la recherche de résultats concrets au bénéfice des populations de l'espace francophone traduit parfaitement la vision de la Francophonie, d'un monde dans lequel les valeurs universelles de paix, de démocratie, de droits de l'Homme et d'égalité entre les femmes et les hommes sont des priorités du développement durable.

À la lumière de la première édition, le déploiement de la deuxième phase du fonds qui interviendra au premier trimestre 2021 se fera avec la prise en compte de plusieurs mesures :

- La stratégie de ciblage sera améliorée afin d'inclure le plus grand nombre de femmes les plus vulnérables ;
- Un dispositif d'accompagnement renforcé sera mis en place pour accompagner de manière plus dynamique les porteurs de projets qui, pour certains, ne disposent pas des compétences de base pour répondre à un tel appel à projets ;
- Des mesures seront également prises pour assurer une meilleure représentativité géographique des initiatives soutenues dans le cadre de ce Fonds afin que

l'ensemble de l'espace francophone soit représenté parmi les lauréats du dispositif, et tout particulièrement les pays en crise.

Portail EFH

Le projet-phare Portail EFH, mené en partenariat avec l'AUF, a vu le jour à la suite de la conférence internationale de N'Djamena sur l'éducation des filles et la formation des femmes en juin 2019 où les ministres ont souligné l'importance de l'intégration de l'EFH dans les supports de formation des enseignants et du partage des bonnes pratiques entre les pays.



Ce portail permettra aux enseignants et aux personnels de supervision pédagogique d'avoir accès à des formations en ligne portant sur l'EFH. Il facilitera le développement d'initiatives numériques en faveur de la formation des filles et la formation des femmes et contribuera à susciter la production et la valorisation des ressources en français dans les programmes de la Francophonie.

Au cours de la période du 1^{er} juillet à décembre 2020, les activités suivantes ont été réalisées :

- Une formation en ligne de 18 heures pour les enseignantes et les enseignants sur l'intégration de l'EFH dans leurs enseignements et l'utilisation de la plateforme RELIEFH ;
- Former les enseignants et le personnel d'encadrement à la création et à l'indexation de ressources éducatives libres ;
- La production de ressources pédagogiques (jeux sérieux, fiches pédagogiques, vidéos, etc.) pour expliquer, enseigner et inculquer une éducation respectueuse de l'EFH ;
- La sensibilisation des États membres et des partenaires sur la prise en compte de l'EFH dans les cursus scolaires à travers le plaidoyer et des rencontres ;
- La production de supports sur les expressions sexistes.

2.6.2. JEUNESSE

L'OIF s'est dotée d'une nouvelle unité « Jeunesse, sport et citoyenneté ». La jeunesse est porteuse d'avenir pour la Francophonie puisque dans une majorité des pays ayant comme langue officielle et d'enseignement le français, les jeunes représentent plus de 70 % de la population.

Une jeunesse résolument présente au sein de l'ensemble des missions de l'Organisation. Le second semestre 2020 coïncide à l'accélération de la transversalité en faveur de la Jeunesse avec la création de l'Unité « Jeunesse, sport et citoyenneté » (UJSC) et le lancement des projets innovants tels que Radio Jeunesse Sahel.

L'UJSC a procédé au second semestre de l'année 2020 au recentrage de ses activités, amorcé sa nouvelle fonction d'appui-conseil auprès des Directions-programmes, chefs de file de projets phares. La démarche de recentrage axée sur la fonction d'appui-conseil de l'UJSC auprès des équipes-programmes est en rupture avec la structure en silo des projets. Cette nouvelle fonction s'inscrit dans le processus d'accélération de la transversalité, accroît la lisibilité des actions en faveur de la jeunesse avec une implication forte dans des projets phares tels que Radio jeunesse Sahel ou encore en appui au projet des enseignants de français au Rwanda.

Grande consultation jeunesse

À l'occasion du cinquantenaire de l'OIF, et en amont du XVIII^e Sommet, l'OIF a décidé d'organiser une grande consultation citoyenne « La Francophonie de l'avenir » afin de permettre aux jeunes d'exprimer leur rapport à la Francophonie et de soumettre leurs idées pour le renforcement de celle-ci.

Lancée en mai 2020 et clôturée en juillet 2020, **elle a permis de recueillir près de 80 000 contributions proposées par près de 10 500 jeunes.** Ils étaient issus de 134 pays, dont 83 états et gouvernements membres. Cette consultation citoyenne a ciblé les jeunes



ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

âgés de 15 à 35 ans et a eu recours aux outils numériques et d'intelligence collective les plus innovants. Elle a aussi impliqué la jeunesse faiblement ou non connectée grâce à l'organisation de débats et de dispositifs hors-ligne. Deux thèmes principaux ont été abordés : les ressorts de l'identité francophone (« Être francophone ») et les grands défis de la Francophonie (« Agir ensemble dans l'espace francophone »). Ainsi, trois recommandations ont été mises en exergue par la consultation à savoir le fait d'avoir un emploi, d'accéder à une éducation de qualité et de vivre dans un environnement sain.

Outre la diffusion et la valorisation des résultats qui sera lancée à partir du début de l'année 2021, ces trois recommandations feront l'objet d'une mise en œuvre par des projets portés par l'UJSC, d'une part et des projets menés dans le cadre de la politique de transversalité au sein de l'OIF, d'autre part. Signalons que ce projet a fait l'objet d'une vaste mobilisation de tout l'écosystème de la Francophonie (APF, opérateurs, conférences permanentes, États et gouvernements, société civile) et qu'il a également permis de nombreux partenariats notamment financiers.

Concernant les réalisations consécutives à cette consultation, on peut rappeler (i) la production d'un rapport analytique exhaustif qui fait état de la dynamique et de l'ensemble des contributions déposées par les jeunes francophones, (ii) la production d'une vidéo

destinée à vulgariser et diffuser les principaux résultats de la consultation, enfin (iii) l'organisation d'un évènement de restitution sous forme d'émission numérique. Celui-ci a notamment permis de présenter les résultats de la consultation à l'ensemble des parties prenantes et des participants. Il a **mobilisé plus de 9 000 internautes** qui l'ont visionnée à travers différents canaux (Plateforme dédiée, Facebook OIF et partenaires).

Offre de mobilité

Concernant l'offre de mobilité, le programme de Volontariat international de la Francophonie (VIF) a fait l'objet d'une réflexion de fond réalisée au travers **d'une évaluation externe** du programme VIF qui a abouti à la formulation d'une quinzaine de recommandations ainsi qu'à quatre scénarios de refonte. L'OIF analyse actuellement les options proposées en fonction des moyens disponibles, des opportunités, de sa valeur ajoutée et du contexte sanitaire actuel.

En parallèle de cette évaluation externe, l'UJSC a appuyé, en transversalité le projet pilote de **Mobilité des enseignants de et en français** qui a pour objet de renforcer les capacités des établissements scolaires des États partenaires dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage du français. En plus de contribuer à la conception du projet et au recrutement des enseignants, l'UJSC a assuré la gestion administrative et financière du dispositif et mis en place une couverture assurantielle pour les enseignants.

Refonte du portail jeunesse

Grâce à son [portail jeunesse](#) et aux réseaux sociaux qui y sont dédiés (Facebook, Twitter, Instagram), l'UJSC a **atteint plus de 200 000 visites en 2020** en relayant notamment de façon très régulière de nombreuses initiatives en faveur des jeunes francophones. À noter que pour l'année 2020, le Portail a enregistré plus de 100 000 visiteurs uniques.

Radio Jeunesse Sahel

Le projet Radio Jeunesse Sahel (RJS)¹¹ a fait l'objet d'une conceptualisation menée au 1^{er} semestre 2020.

Pour le second, plusieurs activités ont été réalisées :

- Une consultation de la jeunesse du Sahel sur le projet RJS, organisée du 16 juin au 19 juillet 2020, a mobilisé 1000 jeunes ;
- Une feuille de route conjointe OIF-G5 Sahel pour l'opérationnalisation du projet a été signée le 30 juin 2020 à Nouakchott (Mauritanie) ;



¹¹ <https://radiojeunessesahel.com>

- Un atelier pour l'opérationnalisation du projet (impliquant l'OIF, le G5 Sahel et les représentants de la jeunesse du Sahel) a été organisé à Nouakchott les 24 et 25 septembre 2020 ;
- Une mission technique d'évaluation des sites de diffusion sur l'ensemble du territoire burkinabè a été menée ;
- Une grille de programme de lancement validée ;
- Les 4 des 5 points focaux nationaux pour l'opérationnalisation de la radio ont été nommés (Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ;
- 3 missions pour l'opérationnalisation du projet menées *in situ* par l'équipe projet en Mauritanie et au Burkina Faso ;

Un contrat de subvention de l'UE au projet (2 M€ — de septembre 2020 au 31 décembre 2021) a été négocié et signé le 18 décembre 2020. Le cadre conceptuel et budgétaire a été validé et a permis une mobilisation budgétaire substantielle :

- 100 % du budget 2021 du projet est couvert (UE — 2 M€ et OIF — 0,8 M€).
- 70 % du budget du cycle du projet (2020-2022) est couvert.
- Un plan de communication a été établi (dans le cadre du contrat avec l'UE) ;
- un contrat de prestation de service a été conclu pour l'acquisition des équipements de production et diffusion.
- Le Comité consultatif de la radio a été mis en place le 11 décembre 2020.
- La mise à disposition gracieuse du siège de la radio (R+2) a été accordée par le Burkina Faso. Le bâtiment doit être disponible début 2021.

2.6.3. JEUX DE LA FRANCOPHONIE



Les préparatifs des IX^{es} Jeux de la Francophonie qui se dérouleront du 19 au 28 août 2022 à Kinshasa en RDC se poursuivent. La directrice du CIJF a effectué, du 22 novembre au 3 décembre 2020, une 6^e mission de suivi du cahier des charges à Kinshasa pour l'accompagnement du CNJF dans la planification de l'évènement. **Les inscriptions se poursuivent, 38 États et gouvernement sont déjà engagés aux Jeux.**

En outre, le CIJF poursuit l'amélioration du dispositif organisationnel et de ses outils de communication dont notamment l'actualisation et la modernisation du site Internet des Jeux et de l'application des inscriptions en ligne. Il a organisé en décembre 2020, à Paris et en visioconférence, un séminaire de réflexion sur l'avenir des Jeux intitulé « pour des Jeux renouvelés », qui a mobilisé une trentaine d'experts et personnalités de haut niveau du monde sportif, culturel et médiatique. **Enfin, le CIJF a élaboré des cahiers des charges pour le lancement des études d'impacts.**

2.6.4. SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le cadre du programme « société civile », les activités menées en 2020 s'articulent autour de trois axes d'intervention. Le premier visait à faire des organisations de la société civile et tout particulièrement des 127 organisations accréditées auprès de la Conférence des OING des bénéficiaires de nos actions visant à les structurer, les développer et renforcer leur visibilité. Une fois ces structures en mesure de porter des actions efficaces, le second axe d'intervention est d'en faire des partenaires stratégiques et opérationnels dans la définition et la mise en œuvre de nos actions. Le troisième axe visait l'organisation de l'Assemblée plénière de la Conférence des OING qui a finalement été annulée en raison du contexte pandémique international.

Concernant le premier axe, une importante campagne de formation dispensée sur plusieurs mois a été mise en place pour 17 organisations accréditées auprès de la Conférence des OING en matière de communication et de plaidoyer d'influence. En parallèle, un appel à projets en faveur des organisations de la société civile engagées dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable a permis de soutenir 14 projets pour un montant total de 200 000 euros (financement OIF et MEAE français).

En matière de partenariat avec les organisations de la société civile, les OING accréditées auprès de la Francophonie ont pu bénéficier d'une plateforme permanente en ligne pour partager des informations, développer des initiatives conjointes et également faire remonter des informations de terrain. En parallèle, 4 réunions du Comité de suivi de la Conférence des OING ont été organisées à distance afin de suivre l'actualité des commissions

thématiques, de préparer la révision des Directives régissant le partenariat entre la Francophonie et les organisations de la société civile tout autant que la campagne d'accréditations intervenant en amont de la prochaine assemblée plénière de la COING. Enfin, de nombreuses organisations accréditées ont également été pleinement associées à la définition et la mise en œuvre des projets phares de l'OIF (état civil, consultation jeunesse, radio jeunesse Sahel, etc.).

*17 organisations accréditées formées ;
14 projets contribuant à la réalisation ODD
soutenus ;
10 femmes et 7 formés en communication et
plaidoyer d'influence ;
2 actions de plaidoyer appuyées ;
50 heures de formations mises à disposition
des organisations accréditées*

2.6.5. NUMÉRIQUE

La dimension numérique occupe une place centrale au sein des projets déployés par l'OIF au cours du second semestre. Les projets ont ainsi mis en place des dispositifs innovants et proposés des formations et webinaires et/ou mis à disposition de leurs bénéficiaires des outils pratiques et pédagogiques numériques, via diverses plateformes.

Pour la mission A « Langue française, diversité culturelle et linguistique », l'OIF poursuit le déploiement du dispositif BOU@TIC. Ce réseau wifi local donne accès aux usagers à 240 Go de données (3000 titres, plus de 500 vidéos, 6 encyclopédies, une dizaine de

didacticiels sur l'apprentissage du français et la connaissance de l'espace francophone) consultables et téléchargeables par les usagers, sur leur propre support ou sur les tablettes numériques disposées dans les CLAC. De plus, l'OIF a organisé un CLOM destiné aux créateurs de mode qui **3 385 bénéficiaires en provenance de 97 pays**. L'Afrique figure en tête des inscrits (16 % pour le Sénégal, 21 % pour le Maghreb — Algérie, Maroc, Tunisie) et le taux de réussite du parcours principal du CLOM s'est élevé à 59,5 %. En outre, 3 webinaires en direct, comptant chacun 202 inscrits en moyenne, ont été proposés pour élargir et approfondir les thématiques de la formation grâce à l'intervention de différents spécialistes.

Concernant la Mission B « Paix, démocratie et droits de l'Homme », on note que le projet Processus démocratique et lutte contre la désinformation a par exemple orienté son accompagnement à la vérification des faits auprès des structures par le soutien direct à l'acquisition de matériel informatique, le partage d'expertise technique liée aux outils numériques de lutte contre la désinformation et la mise en place d'une **plateforme numérique de vérification des faits**.

Au titre de la Mission C « Éducation, formation, enseignement supérieur et recherche », IFADEM 100 % ligne et la plateforme RELIEHF constituent également des réponses fortes face au contexte sanitaire. **15 2000 acteurs de l'enseignement de 10 pays francophones** ont ainsi été formés et **600 heures de formations en ligne organisées**. En outre, l'Unité jeunesse a organisé un CLOM sur la baladodiffusion diffusée sur une plateforme permettant à 208 jeunes d'apprendre à produire un podcast avec un minimum de moyens.

Pour la Mission D « Développement durable, économie et solidarité », la **plateforme COVID-19** a constitué l'une des premières réponses francophones à la pandémie. **Ce dispositif de veille s'est développé pour couvrir les 54 pays membres de la Francophonie sur un ensemble de données macroéconomiques ainsi que des mesures sanitaires et économiques prises pour lutter contre la propagation de la maladie et soutenir leurs populations et entreprises**. Cette veille a rapidement mis en évidence des impacts liés à la dette, au chômage, aux échanges commerciaux et à l'investissement qui pourraient freiner la relance économique dans certains pays francophones en développement.

Sur cette base, une étude a été lancée sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur les finances publiques et la dette des pays à faible revenu, les résultats finaux sont prévus pour le printemps 2021. Une étude de cas pays sur le Cameroun, également lancée fin 2020, complètera ces résultats.

L'OIF a apporté une contribution à l'organisation des Conférences de Paris et de Toronto du Forum économique international des Amériques (FEIA). Les enjeux économiques liés à la pandémie étaient au cœur des échanges dans les deux conférences.

2.7. RAYONNEMENT ET INFLUENCE

EN QUELQUES CHIFFRES

+ 35 actions de sensibilisation pour la promotion de la Francophonie

Près de 21 initiatives, évènements et concours soutenus

+ 2 330 personnes sensibilisées (diplomates, fonctionnaires internationaux, experts enseignants, élèves) à travers les actions des Représentations extérieures de l'OIF

6 interventions valorisant la contribution de l'OIF et de ses priorités lors de concertations de haut niveau de l'ONU et des organismes onusiens

Le second semestre 2020 a été marqué par la nomination de sept nouveaux représentants, attestant une nouvelle étape dans la transformation du réseau extérieur. Si le Service des Représentations extérieures s'est largement mobilisé pour faciliter leur intégration et leur entrée en fonction, les Représentations, de leur côté, ont activement poursuivi le déploiement des actions de rayonnement, notamment en faveur du multilinguisme, de la mobilisation autour des droits de l'Homme, du 20^e anniversaire de la Déclaration de Bamako, du renforcement des liens avec l'ONU et des organismes onusiens.

Les Représentations extérieures ont également joué un rôle capital dans l'appui accordé par l'OIF à deux pays fragilisés au sein de l'espace francophone, à savoir Haïti et la Centrafrique.

Dans le domaine du plaidoyer et de la concertation, les Représentations ont joué un rôle déterminant dans la redynamisation, l'animation et le développement des groupes des ambassadeurs francophones dans le monde : près de 35 actions de sensibilisation et d'initiatives ont été recensées au cours du semestre. Par ailleurs, les Représentations pour l'Afrique de l'Ouest, l'Asie et le Pacifique et la Caraïbe ont contribué à la création de trois nouveaux GAF au Ghana, en Indonésie et en Haïti.

La visibilité de l'Organisation sur le terrain s'est également traduite par la mise en place de plusieurs initiatives autour de la littérature, des médias francophones, des professeurs de français et du sport. Les Représentations ont joué un rôle de facilitateur et d'intermédiaire auprès des bénéficiaires du Fonds « La Francophonie avec elles ». En complément de ses actions de proximité, les représentations ont, en outre, contribué à la mobilisation de l'expertise francophone au service de certains enjeux prioritaires pour l'OIF, particulièrement ceux relatifs à l'égalité femme-homme et la présence des francophones dans les opérations de maintien de la paix (OMP).

Réunions	Principales conclusions
Conseil de sécurité des Nations unies	<p>L'OIF, invitée d'honneur du Conseil de sécurité des Nations unies à l'occasion du débat public en ligne sur le thème « Coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales : le rôle de l'Organisation internationale de la Francophonie 11 ».</p> <p>Reconnaissance mutuelle dans leur volonté d'œuvrer ensemble pour la paix, notamment à travers l'alerte précoce, la prévention de conflits, l'assistance électorale et l'observation des processus électoraux, ainsi que le maintien et la consolidation de la paix auprès d'une dizaine de pays africains.</p>
Réunion avec le Représentant permanent adjoint de la Côte d'Ivoire auprès des Nations unies, M. Ibrahim Touré, président du GAF de New York	Facilitation au processus de négociation de la résolution biennale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la coopération entre l'ONU et l'OIF.
En amont de la 3 ^e Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (Sociale, humanitaire et culturelle)	Rappel de la célébration du 20 ^e anniversaire de la Déclaration de Bamako sur la démocratie, les droits et les libertés dans l'espace francophone, auprès des conseillers juridiques et experts chargés des droits de l'Homme des Missions permanentes francophones.
45 ^e session du Conseil des droits de l'Homme consacré à l'assistance technique	<p>Déclaration de l'OIF en concertation avec le GAF de Genève sur les commémorations du Cinquantenaire de la Francophonie et du 20^e anniversaire de la Déclaration de Bamako.</p> <p>Réaffirmation de l'attachement indéfectible des États et gouvernements membres de la Francophonie aux valeurs démocratiques et au respect des droits de l'Homme</p>
53 ^e session de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI)	<p>Déclaration de soutien aux travaux de l'institution dans le développement d'un cadre juridique permettant de tirer le meilleur profit de l'économie numérique</p> <p>Rappel des actions majeures menées par l'OIF dans ce domaine</p>
1 ^e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (Désarmement et sécurité internationale)	<p>Mobilisation des diplomates francophones sur le renforcement de capacités appliquées à la cybersécurité et identification des mesures d'accompagnement à mettre à disposition des États francophones</p> <p>Soutien des États francophones dans l'adoption de stratégies nationales inclusives dans ce domaine, mais aussi de développer les ressources en langue française sur la cybersécurité</p> <p>Déclaration écrite conjointe aux travaux sur le segment « machinerie du désarmement »</p> <p>Réaffirmation du GAF de Genève et de New York de leur profond attachement aux règles élémentaires du multilatéralisme, parmi</p>

	<p>lesquelles le principe de multilinguisme. Vif intérêt souligné pour la décision prise d'instituer un programme de bourses d'études sur le désarmement, et appelé à ce que ce programme soit pensé dans le respect du multilinguisme afin d'assurer un accès équitable à tous les fonctionnaires d'Etat.</p>
<p>Réunion pour préparer la Session du Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix (C34)</p>	<p>Mobilisation des conseillers militaires, conseillers de police et experts chargés des opérations de maintien de la paix (OMP) des Missions permanentes francophones pour le plaidoyer de la Francophonie en faveur de la langue française et de l'interculturalité dans les OMP.</p>
<p>Réunion avec le Département des opérations de paix des Nations Unies</p>	<p>Recommandations pour la publication de fascicules dédiés, en français, sur les processus de recrutement, la présentation des candidatures pour les postes d'officiers permettant l'optimisation des chances de succès des candidatures francophones.</p>

^[1] Cet évènement a été initié par le Niger, en sa qualité de président du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Le rapport du Secrétaire général des Nations unies consacré à la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales a été publié et est disponible sous le lien <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/75/345>. Ce rapport aborde notamment les grands axes de la coopération entre l'ONU et l'OIF au cours des deux dernières années.

PERSPECTIVES

3. PERSPECTIVES

En 2021, l'Organisation poursuivra son travail de recentrage autour de projets structurants, transversaux, mieux ciblés et à plus fort impact. Elle devra proposer des projets en réponse aux enjeux de l'espace francophone, dans un contexte où les effets de la pandémie de la COVID-19 ne sont pas encore totalement connus sans compter les situations de crises rencontrées par certains pays membres.

Les activités menées en 2021 tiendront compte de la dynamique de recentrage sur une structure programmatique déclinée autour de 25 projets phares mis en œuvre selon la gestion axée sur les résultats, tenant compte de la transversalité et de la décentralisation. Pour cela, les représentations externes seront étroitement associées dans la perspective de leur mandat révisé. Elles contribueront aux actions de la programmation et porteront également des projets phares.

L'OIF s'emploiera à mettre en place un système de suivi-évaluation efficace de son travail dans le cadre de sa modernisation et de sa transformation. Pour apprécier et améliorer la performance de ces projets, l'OIF se dotera d'outils et de processus de suivi-évaluation.



ANNEXES

4. ANNEXES

I. Publications signées ou soutenues par l'OIF

UA	Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
DLC	Rapport	Observatoire de la langue française	7e Document de suivi du Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales	2020	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2021-01/7ème-document-de-suivi_vademecum_OIF-October-2020_VF.pdf
DLC	Rapport	Observatoire de la langue française/	L'État des lieux de la découvrabilité et de l'accès aux contenus culturels francophones sur Internet	2020	https://www.decouvrabilite-francophonie.net/wp-content/uploads/2020/12/Etat-des-lieux.pdf
DLC	Rapport	Observatoire de la langue française/	Accessibilité et des contenus culturels francophones, regards croisés	2020	https://www.decouvrabilite-francophonie.net/wp-content/uploads/2020/12/Regards-croises.pdf
DLC	Publication	Observatoire de la langue française	Atlas de la Francophonie	2020	
DLC	Publication	Observatoire de la langue française	Dossier spécial « Francophonie » de la revue Historia	2020	
DLC	Publication	Francophonies du monde	Francophonies du monde, supplément dossier spécial sur les cinémas d'Afrique, n° 5 novembre-décembre	2020	
RPUE	Actes		D'Henri La Fontaine à Donald Trump, la fin de l'utopie multilatérale ?	2020	Édition, Espaces des libertés, ISBN 978-2-87504-038-1 http://www.henrilafontaine.be/ouvrage/dhenri-la-fontaine-a-donald-trump-la-fin-de-lutopie-multilaterale/
REPAC	Publication	Observatoire des politiques culturelles en Afrique	Lettre d'information périodique	2020	https://ocpa.irmo.hr/index-fr.html https://ocpa.irmo.hr/activities/newsletter/index-fr.html
RPNY	Publication	Nations Unies	Rapport du Secrétaire général des Nations unies consacré à la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales	2020	https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/75/345
DAPG	Publication	Bureau international des droits des enfants	Les compétences clés du personnel travaillant auprès des enfants privés de libertés	2020	https://www.ibcr.org/wp-content/uploads/2020/12/Competences_clefs_enfants_privés_de_liberte_FR_web_planches.pdf
Société civile	Publication	OIF	Cartographie des organisations accréditées auprès de la Francophonie	2020	https://www.francophonie.org/les-127-oiing-et-onq-de-la-francophonie-1074

Unité jeunesse, sport et citoyenneté	Publication	OIF	Rapport de la consultation jeunesse	2020	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2021-01/Rapport%20Consultation%20Jeunesse_OIF.pdf
Unité jeunesse, sport et citoyenneté	Publication	OIF	Rapport politiques publiques jeunesse 2020	2020	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2020-10/Rapport%20politiques%20publiques%20jeunesse%202020.pdf
IFEF	Publication	OIF	Projet de rapport – Identification des priorités régionales dans les 21 pays partenaires du partenariat mondial pour l'éducation en Afrique de l'ouest et du centre.	2020	https://www.gpekix.org/sites/default/files/2020-07/Africa21%20priorities_Report_DRAFT_2.pdf
IFDD	Publication	OIF	Numéro 114 (3e trimestre 2020) - Ne laisser personne de côté : les ODD à l'échelle locale	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2020/11/31500_lef-114_ep5.pdf ISSN : 0840-7827
IFDD	Publication	OIF	Numéro 115 (4 ^e trimestre 2020) – La pandémie de la COVID-19, une opportunité pour développer des sociétés plus durables, justes et résilientes	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2021/02/ifdd_lef-115_web.pdf ISSN : 0840-7827
IFDD	Publication	OIF	Guide des négociations – Décryptage des principaux résultats de la CDP25 (Chili/Madrid), et poursuite du processus de la CCNUCC en 2020 vers la CDP26 (Glasgow, nov. 2021)	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/publication/guide-des-negociations-decryptage-des-principaux-resultats-de-la-cdp25-chili-madrid-et-poursuite-du-processus-de-la-ccnucc-en-2020-vers-la-cdp26-glasgow-novembre-2021/ ISBN : 978-2-89481-317
IFDD	Publication	OIF	Guide pratique. Prise en compte des changements climatiques dans les évaluations environnementales	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/publication/prise-en-compte-des-changements-climatiques-dans-les-evaluations-environnementales/
IFDD	Publication	OIF	Guide pratique. Prise en compte des enjeux de santé dans l'évaluation environnementale et sociale	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/ressources/publication/collection/collection-guide-pratique/
IFDD	Publication	OIF	Point de repère 28. Océans, mangroves et ressources marines, pour une filière de pêche artisanale durable en zone humide	2020	https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2021/02/ifdd_Oceans_web.pdf

II. Ressources éducatives, formation, CLOM réalisé par l'OIF ou en partenariat avec l'OIF

UA	En partenariat	Titre	Public	Lien
DLC	Hachette	Parcours digital, objectifs diplomatie 1, le français des relations internationales et européennes	Diplomates et fonctionnaires internationaux	https://objectifdiplomatie1.parcoursdigital.fr
DLC	TV5	Fiches pédagogiques FLE	Diplomates et fonctionnaires internationaux	https://enseigner.tv5monde.com/fiches-pedagogiques-fle/diplomates
DLC	Fédération Française de Prêt-à-porter féminin, Jean Paul Gaultier, École supérieure de mode/École des Sciences de la gestion de l'UQAM, Université de Paris, ISOC, Université Senghor d'Alexandrie, de l'Agence universitaire de la Francophonie, de TV5MONDE et de Radio France International (RFI)	Créateur de mode, le français professionnel pour une stratégie de communication innovante	Styliste et créateurs de mode	https://clom-mode-francophonie.org
DLC	LAF AAC	Co-productions	Professionnels et producteurs cinéma et audiovisuel	https://www.lafaaac.com/shop.html?cat=paacks
DAPG	CheckFirst	Observatoire des initiatives de lutte contre la désinformation	Tout public	https://odil.org
DAPG	UE, G5Sahel	Radio jeunesse Sahel	Tout public	https://radiojeunessesahel.com/
DFEN	Observatoire de la Francophonie économique et numérique (OFE) de l'Université de Montréal (Canada-Québec)	Plateforme de veille sur l'impact économique et social de la COVID-19	États et gouvernements	https://www.francophonie.org/veille-covid19
DFEN	OIF	Plateforme solidarité COVID-19	Tout public	https://www.francophonie.org/solidarite-COVID-19
DFEN	OIF	Catalogue de solutions entrepreneuriales innovantes	Tout public	https://www.facebook.com/EntreprendreEnFrancophonie/
DFEN	Wallonie-Bruxelles International	Réseau francophone de l'innovation Finnov, Série de webinaires sur l'intelligence artificielle	Tout public	#1 — L'IA dans la chaîne culturelle : utilisations, art IA, formations : https://www.youtube.com/watch?v=corLUsf3V24 #2 — La diversité des expressions culturelles à l'ère de l'IA : https://www.youtube.com/watch?v=UGMV RwPHC6s #3 — L'excellence francophone dans le domaine de l'IA et les ICC : https://www.youtube.com/watch?v=CtsVwFPR4kw #4 — Le dynamisme de l'Afrique

				francophone : un atout pour l'IA : https://www.youtube.com/watch?v=Hlh_1ey90-k #5 — Les défis à venir pour l'IA et l'économie créative : https://www.youtube.com/watch?v=-asqXhFx82Y
RPGV	l'Office des Nations unies à Genève (ONUG)	Vidéo de promotion de la langue française	Diplomates Tout public	https://www.youtube.com/watch?v=Z56iU6ob06w&feature=youtu.be https://www.facebook.com/permalink.php?id=132380390837211&story_fbid=892035518205024
Unité jeunesse, sport et citoyenneté	OIF	Un CLOM sur l'introduction à la baladodiffusion	Tout public	
Unité jeunesse, sport et citoyenneté	OIF, Université Senghor et CONFEJES	Un cours de formation à distance certifiante développé (40 heures de formations captées, montage effectué en partenariat (Protocole d'accord) avec l'Université Senghor et la CONFEJES en préparation à la diffusion en 2021.	Politiques jeunesse	
IFEF	OIF	Application INSERJEUNE, outil de mesure du taux d'insertion professionnelle dans les systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle.		https://inserjeune.francophonie.org
IFEF	OIF	La plateforme de formation en ingénierie APC		https://ifef.edunao.com/login/index.php
IFDD	UEMOA	Système d'information énergétique auprès des 8 pays membres de l'UEMOA		http://sie.uemoa.int/
IFDD	Université Senghor	Formation sur le développement durable	Tout public	https://www.ifdd.francophonie.org/programme-transformations-structurelles-en-matiere-denvironnement/mooc-environnement-et-dev-durable/
IFDD	Université Senghor Université internationale de la mer	Formation en ligne sur les enjeux de l'économie bleue : Introduction à la gestion durable des espaces marins et littoraux Dans le cadre de l'initiative de la Francophonie en faveur des petits États insulaires en développement (PEID)	Tout public	https://www.ifdd.francophonie.org/realisation-des-odd/integration-odd/formation-en-ligne-sur-les-enjeux-de-leconomie-bleue-introduction-a-la-gestion-durable-des-espaces-marins-et-littoraux/

III. Prix, évènements de l'OIF ou co-organisés en partenariat avec l'OIF

UA	Nom	Partenaires	Lien
DLC	Prix des 5 continents		https://www.francophonie.org/prix-des-5-continents-2020-1567
DLC	Prix Ibn Khaldoun-Senghor		https://www.francophonie.org/les-laureats-du-prix-ibn-khaldoun-senghor-2020-1592
DLC	Tempo Traduction		https://www.francophonie.org/sites/default/files/2021-02/oif_tempo%20traduction_catalogue%20VF.pdf
DLC	Langues en dialogue		https://www.francophonie.org/langues-en-dialogue-2020-une-initiative-en-faveur-de-la-promotion-de-la-diversite-linguistique-1419
DLC	Le site cinéma et images de la Francophonie		https://www.imagesfrancophones.org
DLC	Forum des images/Newimagesfestival		https://newimagesfestival.com/en/partners/
DLC	Foire française d'art contemporain et de design entièrement dédiée à l'Afrique et ses diasporas Édition du catalogue destiné aux 500 professionnels		https://akaafair.com/partenaires https://akaafair.com/journal
DLC	Festival Francophonie Métissée		https://www.cwb.fr/archives/ffm-29-focus-tunisie https://www.cwb.fr/archives/ffm29-29e-quinzaine-du-cinema-francophone
DLC	Francophonies des Ecritures à la Scène, Les Zébrures d'Automne		https://www.lesfrancophonies.fr
DLC	Saison culturelle Africa 2020 à travers l'institut français		https://www.youtube.com/watch?v=NQzjHFjZ9Q&ab_channel=Th%C3%A9%C3%A2treParis-Villette
DLC	Commission Internationale du Théâtre Francophone		https://citf-info.net/
DLC	6 ^e édition du Prix Afrilivres de l'édition		https://www.indigo-lemag.com/prix-de-l-edition-afrilivres-2020/#:-:text=La%206%C3%A8me%20%C3%A9dition%20du%20Prix.et%20du%20pr%C3%A9sident%20d'Afrilivres
DLC	1er réseau des éditeurs francophones du livre de jeunesse et de bande dessinée		https://centrenationaldulivre.fr/agenda/fellowship-bief-des-editeurs-francophones-de-jeunesse-et-de-bande-dessinee
DLC	4e édition du Salon International du livre de jeunesse de Conakry		
DLC	16e édition du Marathon des mots.		www.lemarathondesmots.com
DLC	36e Prix du jeune écrivain de langue française		https://www.pjef.net/

DLC	Festival littéraire international de Sofia avec les lauréats du Prix des cinq continents et du Prix Goncourt		https://bnr.bg/fr/post/101367983
DLC	<i>Célébration de la Journée internationale du professeur de français (JIPF) 26 novembre 2020, (i) « Nouveaux liens et nouvelles pratiques : projets pour demain ».</i>	Fédération internationale des professeurs de français	https://www.lejourduprof.com/
REPAO	(ii) Conférence-débat consacrée à « l'appropriation de l'Approche par compétence et la place du numérique dans l'enseignement du français	Campus numérique francophone, les universités de Lomé et de Kara, l'École normale supérieure d'Atakpamé et la Maison TV5 monde	
REPAC	(iii) Célébration et festivités organisées	L'Union gabonaise des enseignants pour la culture francophone	
RPUE	Journées européennes des langues	Alliance française Bruxelles-Europe	
RPUA	Journée internationale de la traduction	UA CEA	
REPECO	Série de webinaires de sensibilisation : "Nouveaux liens et nouvelles pratiques : une communauté renforcée et des projets pour demain — 100 % en ligne, 100 % ensemble"	Ministère roumain de l'éducation, l'Association roumaine des professeurs francophones, l'AUF, l'Institut français de Roumanie et la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Bucarest	
REPAC	6e édition du Prix de jeune journaliste en Haïti sur le thème "L'école en Haïti", presse radiophonique et presse audiovisuelle		
REPAP	5e édition du concours "Jeunes reporters francophones du Vietnam"	Courrier du Vietnam, GADIF	
REPAP	Table ronde "Acteurs francophones au Vietnam et Contribution du Vietnam à la Francophonie"	Agence vietnamienne d'information	
RPUE	2e édition du concours "Eloquentia Bruxelles"	Université libre de Bruxelles	
RPUE	Concours international de texte	Maison de la Francité, Délégation générale du Québec à Bruxelles, Parlement francophone bruxellois, Fédération Wallonie-Bruxelles	
REPOI	6e édition de la Dictée de la Francophonie 2e championnat de Lecture	Alliance française d'Antananarivo	
REPOI	6e édition du tournoi interuniversitaire de débats oratoire sur le thème "Élimination de l'impact des activités touristiques sur l'environnement : le tourisme responsable est la panacée"	Agence Universitaire de la Francophonie	
REPOI	Livres auprès d'une dizaine de collège et lycées d'Antananarivo	Consulat de Monaco à Madagascar	
	Ateliers sur les innovations pédagogiques numériques et l'enseignement du français dans	Agence universitaire de la Francophonie	

	un contexte plurilingue		
DFEN	Conférences de Paris et de Toronto du Forum économique international des Amériques (FEIA). "Les enjeux économiques liés à la pandémie"	FEIA	https://forum-ameriques.org/paris/accueil/ https://forum-ameriques.org/
DFEN	"Les rencontres du Forum économique, sur la route de Djerba"		www.rencontresFEF2021
REPAP	2e édition du Forum international Franconomics, De start-up à smart-up	Ministère des affaires étrangères du Vietnam et l'Institut francophone international	http://ifi.edu.vn/fr/news/Nouvelles/Ouverture-du-Forum-international-Franconomics-2020-770.html
REPAP	Atelier international "Renforcer les partenaires d'affaires entre le Vietnam et les pays francophones d'Afrique en période de la COVID-19"	Ministère du Commerce et de l'Investissement du Vietnam	https://www.francophonie.org/renforcer-les-partenariats-daffaires-entre-entrepreneurs-vietnamiens-et-africains-lheure-du-covid
Unité jeunesse	Restitution du rapport de consultation jeunesse	OIF	https://youtu.be/pcrTzMGFU-k

IV. Liste des activités d'évaluation

UA	Intitulé de l'évaluation	Intitulé du projet évalué	Période de l'évaluation	Évaluation interne ou externe	Présentation en CCP
UJSC	Etude évaluative du Volontariat international de la Francophonie	Volontariat international de la Francophonie	Avril – Août 2020	Externe	162 ^e CCP, 21 octobre 2020
IFDD	Evaluation externe des actions de l'IFDD	Programmes de l'IFDD	Avril – Août 2020	Externe	162 ^e CCP, 21 octobre 2020

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFCNDH

Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme

AFD

Agence française de développement

AGR

Activités génératrices de revenus

AIMF

Association internationale des maires francophones

AIPPF

Association internationale des procureurs et poursuivants francophones

ANARE-CI

Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire

ANF

Association du Notariat francophone

AOMF

Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie

ASEA

Association des Sociétés Africaines d'Electricité

AUF

Agence universitaire de la Francophonie

CCP

Commission de coopération et de programmation

CEA

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique

CENI

Commission électorale indépendante

CNDH

Commission nationale consultative des Droits de l'Homme

CNJF

Comité national des Jeux de la Francophonie

CNUCED

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

CNUDCI

Commission des Nations unies pour le droit commercial international

CONFESJES

Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage

CONFEMEN

Conférence des ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie

CPI

Cour pénale internationale

EAMAU

École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme

ECPY

Ecole citoyenne et politique de Yaoundé

EFH

Egalité Femme-Homme

EFTP

Enseignement et formation technique et professionnelle

EPU

Examen périodique universel

ESIT

Ecole supérieure d'interprètes et de traducteurs

FAWE

Forum des éducatrices africaines

FEIA

Forum Economique international des Amériques

FFA

Forum francophone des affaires

FINNOV

Réseau francophone de l'innovation

FLE

Français langue étrangère

FPT

Formation professionnelle et technique

FRANCOPOL

Réseau international francophone de Formation policière

FrancoPrev

Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme

GADIF

Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones

GAF

Groupe des Ambassadeurs francophones

GCSP

Centre de politique de sécurité

HCDH

Haut Commissariat des Droits de l'Homme

ICC

Industries culturelles et créatives

IFADEM

Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres

IFE

Initiative francophone d'établissement

IFN

Initiative francophone nationale

INDH

Institution nationale des Droits de l'Homme

ISOC

Internet society

JEDA

Jeunes enseignants débutants en action

JIPF

Journée internationale des professeurs de français

KIX

Centre régional pour l'Afrique Francophone du programme de partage des innovations et des connaissances (KIX) piloté par le CRDI et le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation.

LAF AAC

Académie Franco-Anglophone des Arts audiovisuels et du Cinéma

LEF

Liaison Énergie-Francophonie

MIC

Mission d'information et de contacts

ODD

Objectifs de développement durable

OFE

Observatoire de la Francophonie économique

OI

Organisations internationales

OMP

Opération de maintien de la Paix

OMPI

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

ONUG

Office des Nations Unies à Genève

OSC

Organisation de la société civile

PNUE

Programme des Nations unies pour l'environnement

Portail EFH

Portail pour l'Égalité Femme-Homme

PPJ

Politiques publiques de jeunesse

RELIEFH

Ressources éducatives libres pour l'égalité Femme-Homme

RFI

Radio France internationale

RIAFPI

Réseau international des agences francophones de promotion des investissements

RJS

Radio Jeunesse Sahel

UA

Union Africaine

UEFH

Unité pour l'Égalité Femme- Homme

UEMOA

Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UIT

Union internationale des télécommunications

UNESCO-PREV

Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

UNITAR

Institut des Nations unies pour la formation et la recherche

VBG

Violences basées sur le genre

VSF

Volontaires sans frontière

Directions, Institutions, Représentations de l'OIF

DLC

Direction de la langue française et de la diversité des cultures francophones

DAPG

Direction des Affaires politique et de la gouvernance démocratique

DFEN

Direction de la Francophonie économique et numérique

IFDD

Institut de la Francophonie pour le développement durable

IFEF

Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation

CIJF

Comité international des Jeux de la Francophonie

UEFH

Unité Égalité femmes-hommes

UJSC

Unité jeunesse, sport et citoyenneté

DPE

Direction de la programmation et de l'évaluation

RPUE

Représentation de l'OIF auprès de l'Union Européenne (Bruxelles)

RPUA

Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine (Addis-Abeba)

RPNY

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies, (New-York)

RPGV

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (Genève et Vienne)

REPAP

Représentation de l'OIF pour l'Asie et le Pacifique

REPAC

Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale

REPAO

Représentation de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest

REPCAL

Représentation de l'OIF pour la Caraïbes et l'Amérique latine

REPECO

Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale

REPAN

Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord

CREF

Centre régional pour l'enseignement du français

CREFAP

Centre régional pour l'enseignement du français pour l'Asie Pacifique

CREFECO

Centre régional pour l'enseignement du français pour l'Europe Centrale et Orientale

CREFA

Centre régional francophone pour l'Afrique.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 88 États et gouvernements, dont 54 membres, 27 observateurs et 7 membres associés. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2019 établit à plus de 300 millions le nombre de locuteurs de français, faisant du français la 5^e langue la plus parlée au monde.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

61 États et gouvernements membres et associés

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Émirats arabes unis • France • France–Nouvelle-Calédonie • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Kosovo • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Serbie • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

27 observateurs

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada-Ontario • Costa Rica • République de Corée • Croatie • République dominicaine • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

     @OIFrancophonie
www.francophonie.org

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

